

# VIE

OUVRIERE



**LES CEGEPS:  
20 ANS DE LUTTE  
POUR L'ACCESSIBILITÉ**

**ENTREVUE AVEC LES FRÈRES ROFF:  
LES DÉFIS DE LA THÉOLOGIE  
DE LA LIBÉRATION**

# LE FONDS

## DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (FTQ)



### LE FONDS *Créateur* D'EMPLOIS

Montréal (514) 285-6400 / Québec (418) 622-3258 / Sans frais 1-800-361-7111



Ne manquez pas  
en janvier-février

- Un dossier sur la privatisation
- Une entrevue avec Lucien Couture de Chicoutimi, militant et retraité

#### Des actions au coeur de la vie

Les différentes équipes  
du Centre St-Pierre interviennent  
dans les domaines suivants:

- la famille
- la pastorale
- les communications sociales
- l'action communautaire
- et les services audiovisuels



1212, rue Panet  
Montréal, H2L 2Y7  
(514) 524-3561

## Entrevue 6

**«Le problème, ce n'est ni l'athéisme, ni le communisme, c'est l'oppression»**

par Jean Robitaille

Les frères Leonardo et Clodovis Boff traitent non pas de l'importance de la théologie de la libération mais bien de la libération en elle-même: sociale, économique, politique, culturelle et spirituelle.



## Le choc des idées 10

**Les prisons: avant et après**

par Josée Gauthier

«Les prisons vont exister, être utilisées et remplies pour encore plusieurs années... à cause des fonctions fondamentales auxquelles elles répondent».

**Vos lettres 4**

**Éditorial 5**

par Jean Robitaille

**Québec en couleurs 12**

par Pierre Viau

**Le tour du Québec 22**

par Jean Forest

**Chronique insolente 23**

par Nicole Brais

**Bande dessinée 23**

par Vivian Labrie

**En bref 27**

**Tables de l'année 33**

**À l'oeil 34**

par Henri Lamoureux

## DOSSIER: 14

**VINGT ANS DE LUTTE POUR L'ACCESSIBILITÉ AU CÉGEP: À QUEL PRIX?**

par Josée Gauthier et Jean Robitaille

1968-1988: le cégep a vingt ans. Doit-on célébrer la réalisation du rêve à l'égalité des chances en éducation, fêter la réussite du vœu de l'accessibilité pour toutes et tous ou pleurer le 43% de gens qui sortent du cégep sans diplôme?

Matières au programme du dossier: impact du cégep sur les conditions de vie et de travail des gens des milieux populaires; chiffres, statistiques et analyse de l'objectif d'accessibilité; la «petite histoire» à travers les leaders étudiants et les usagers et usagères du cégep.



## En mouvements

**La guerre n'est pas un jeu**

par Josée Gauthier

Si ailleurs des humains meurent sous les coups des dictatures ou carrément sous les bombes, les enfants d'ici sont quotidiennement et sans répit mis en situation de «jouer à la guerre».

24

**Une affiche vaut mille mots**

par Mylène Lajoie, Benoît Lamarche et Sophie Thibaut

À lire entre les lignes... avant de faire ses achats de Noël!

26

**Sur la planète**

**Le phénomène Jackson**

Traduction: Germain Hébert

Adaptation: Gilles Dugal

Une campagne qui, comme celle de Jesse Jackson, met la priorité sur la justice pour les pauvres et les marginalisés est une chose rare aux États-Unis ou dans toute autre nation.

28

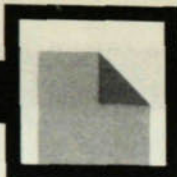
**Courants d'églises**

**Les soutanes roses**

par Gilles Dugal

L'agente de pastorale est âgée de 47 ans, provient d'une famille de milieu ouvrier ou agricole et est religieuse dans un cas sur deux.

30



## «La presse communautaire, seule au monde»

... À la suite de la livraison de la revue *Vie Ouvrière* d'août '88, dans laquelle j'ai pris connaissance de votre article «la presse communautaire, seule au monde», je voulais absolument prendre la peine de vous écrire pour vous exprimer mon appréciation.

Lorsque l'on publie, on n'a pas souvent de feedback sur nos écrits. Ce qui laisse planer un doute certain sur notre effort. A-t-on été assez clair? Est-ce que ça valait la peine d'écrire?

Je peux vous dire que la lecture de votre article a eu un effet d'encouragement. Oui, il y a quelqu'un qui a saisi la portée du texte et cela revêt une grande importance, d'autant plus que nous sommes sortis un peu déprimés du dernier congrès de l'Association des médias écrits communautaires du Québec.

... Rien ne s'est réglé à ce congrès. Il aurait fallu prendre une direction commune vers notre avenir. Pour ce faire il nous faudrait, nous les médias écrits communautaires, prendre le virage de l'édition électronique, ouvrir des maisons d'éditions pour offrir une gamme de services inexistants, particulièrement en milieu rural et rentabiliser une partie de nos opérations, ce qui est un pré-requis à notre survie.

Mais voilà, cette rencontre de trois jours n'a pas permis de dégager de consensus permettant de s'orienter dans cette direction. La presse communautaire est donc sortie du congrès encore plus fragile qu'elle ne l'était.

Combien de temps survivrons-nous? À l'heure actuelle la réponse ne dépend que de quelques personnes qui s'acharnent à tenir ces médias en vie. Quand celles-ci seront épuisées, que restera-t-il?

Je vous remercie de l'attention que vous avez portée à notre publication et de l'écho que vous y avez donné. Soyez assurés que votre article a eu un effet bénéfique sur notre moral même s'il n'y a pas, encore aujourd'hui, de solution à notre problème.

**Jean Bergeron,**  
directeur de la publication  
*Écho Logique*  
Petit-Saguenay, Qc

## Sans corset idéologique

On semble vouloir laisser respirer davantage la Revue plutôt que de la laisser enserrée dans un corset idéologique sans surprise. Je m'en réjouis. Félicitations pour ce travail de renouvellement que toute organisation devrait faire à étapes régulières.

**Pierre-André Fournier**  
Québec

## L'Église interpellée

C'est très bien, et n'arrêtez pas d'interpeller l'Église et les chrétiens et de mettre en plein jour les droits de la personne et tout ce qui est injuste, malhonnête, méprisant, etc.

**M.-Thérèse Benoit, s.j.s.h.**  
Sorel

## Mieux informés

Nous apprécions grandement votre travail qui nous permet d'être mieux informés sur la problématique des travailleurs-euses et de notre monde populaire et par le fait même d'être plus attentifs aux besoins et de mieux jouer notre rôle.

**André Drapeau**  
Équipe pastorale  
Chicoutimi

## Rappel

Cette page est la vôtre. N'hésitez pas à l'utiliser pour faire part de vos commentaires, favorables ou non, de même que vos critiques et suggestions. Susceptibles d'être abrégées, vos lettres doivent être signées.

Au plaisir de vous lire!

Revue *Vie Ouvrière*, 1212 Panet, Montréal, Qc. H2L 2Y7. Tél.: (514) 523-5998.

VOLUME XXXVII numéro 214.

**Vie Ouvrière.** Revue fondée en 1951, publiée en collaboration avec la Jeunesse Ouvrière Chrétienne (JOC), le Mouvement des Travailleurs Chrétiens (MTC) et le Centre de Pastorale en Milieu Ouvrier (CPMO). Ses prises de positions éditoriales n'engagent cependant pas ces organisations. Les articles n'engagent que leur auteur.

**Directeur:** Gilles Dugal. **Conseil de direction:** Reynald Labelle, Louise Lafortune, Monique Pellerin, Roger Poirier. **Rédactrice en chef:** Josée Gauthier. **Rédacteur en chef adjoint:** Jean Robitaille. **Conception visuelle, abonnements, tenue de livres:** Yolande Hébert-Azar. **Couverture:** Sylvie Daigle. **Bande dessinée:** Vivian Labrie.

**Comité de rédaction:** Jean-Guy Casaubon, Johanne Léveillé, Isabelle Drolet, Lorraine Guay, Claude Hardy, Raymond Levac, Nicole Brunet, Monique Tremblay • **Membres des sous-comités, Vivre en '88, En mouvements, Église, International et collaborations régulières:** Luce Bédard, Nicole Brais, Laurier Caron, Jacinthe Chicoine, Martine D'Amours, Josée Desrosiers, Danielle Forest, Jean Forest, Jocelyne Gamache, Claude Hardy, Jean-Guy Lacoursière, Diane Lalancette, Henri Lamoureux, Fabien Leboeuf, Lucie Lépine, Jean Ménard, Pierre Viau.

**Imprimerie:** Payette et Simms. **Photocomposition:** Photocomposition Tréma Inc. **Distribution:** Diffusion Parallèle, tél. (514) 525-2513. **Parution:** (8 numéros). **Abonnement régulier:** 15\$/an, de soutien: 20\$/an, 28\$/2 ans, à l'étranger: 18\$/an. **Commande de six abonnements et plus:** 12\$ chacun. **Parution:** numéro 214 au mois de décembre.

**Références:** Les articles de la revue *Vie Ouvrière* sont répertoriés dans le répertoire analytique d'articles de revues (Points de repère). Dépôt légal à Ottawa et à la Bibliothèque nationale du Québec ISSN 0229-3803. Courrier de deuxième classe. enregistrement no 0220.

## Précarité et dépendance assurées

par JEAN ROBITAILLE

L'agonie d'une génération dite sacrifiée se poursuivra-t-elle encore longtemps? Ameutée par les cris conjugués des groupes de jeunes, de corporations professionnelles et des évêques, la société québécoise prenait conscience au début de cette décennie du triste sort réservé à sa jeunesse. On découvrait alors que les taux de suicide records enregistrés par «notre jeunesse» recelaient d'autres causes que les seules peines d'amour.

Réagissant alors aux revendications populaires réclamant la parité, le gouvernement péquiste refusa de mettre fin à cette discrimination (prétextant la crise économique). Il créa toutefois les *Options Déclics*, des programmes promettant de hausser l'employabilité des jeunes et de bonifier légèrement l'allocation d'aide sociale des jeunes prestataires. (Dénoncés alors comme étant du cheap labor, ces programmes sont aujourd'hui insérés dans le projet de loi 37 sur l'aide sociale).

Puis viennent les élections de 1985 et la promesse du parti libéral d'accorder la parité. La crise économique se résorbant, le taux de chômage chez les jeunes chute de moitié. Et l'avenir semble «rosir»...

### Autonomie vs dépendance: quand l'État fabule

Donc le chômage avait diminué. Pour la portion des jeunes bien qualifiés pour oeuvrer dans des secteurs performants comme l'informatique, le marketing ou le génie, le climat était donc au beau fixe. Mais pour les jeunes moins bien équipés, c'est l'extrême précarité des conditions de travail qui s'installait avec retour périodique au BES garanti.

L'actuel projet de réforme de l'aide sociale ne changera rien à cela. La parité promise se fera aux dépens des jeunes.

En effet, 12 000 d'entre eux ne recevront plus un sou de l'État parce que celui-ci les considère dépendants de leur famille. Afin de gérer cette réforme, le gouvernement libéral a décidé d'emprunter au régime des prêts-bourses pour étudiant-e-s l'élément le plus décrié depuis 20 ans par des générations de luttes étudiantes. Le statut de dépendance à l'égard des parents est une aberration administrative. Les enquêtes gouvernementales prouvent en effet que 60% des étudiant-e-s reconnu-e-s dépendant-e-s de leurs parents ne reçoivent en fait aucune aide financière de ceux-ci.

Cela n'a pas empêché le ministre Ryan de se retrancher derrière sa promesse de réforme pour éviter de corriger les injustices du régime qui perdurent pourtant depuis trop longtemps. Le mépris qu'il a affiché à l'égard de la lutte étudiante est digne d'un politicien totalitaire.

Ce qui est en cause ici, c'est donc le droit à l'autonomie financière garanti par un travail convenable ou par un support adéquat de l'État.

L'argumentation gouvernementale est simple: il est injuste que des gens aptes au travail vivent au crochet de l'État et de toute façon, les coffres publics ne peuvent se permettre d'assumer les frais de pareilles mesures (200\$ millions pour la parité sans condition; 300\$ millions pour accorder le statut d'indépendance aux étudiant-e-s dès le départ de la maison familiale).

Mais si l'État se désiste, comment les jeunes auxquels le marché du travail n'offre pas de possibilité, feront-ils pour survivre? Est-ce que les coûts sociaux engendrés par pareille politique ne seront pas supérieurs aux sommes qu'on désirait économiser?

Quand un jeune sera contraint pour subvenir à ses besoins élémentaires de

s'attaquer aux dames âgées, est-ce que l'État n'aura pas à déboursier davantage en services de santé pour la vieille dame blessée et en frais judiciaire et pénitentiaire pour le jeune fautif?

Les réseaux criminels de prostitution et de drogues auxquels les jeunes démunis sont conviés sont-ils sans effet sur les finances publiques?

Non, il semble bien que ce n'est pas de ce côté qu'il faille chercher pour comprendre la logique du gouvernement. En fait, le seul argument qui se tient pour justifier semblable position est d'un autre ordre, inavouable par l'État. La précarité institutionnalisée ne fait pas de tort à l'État ni au système économique tel qu'on le connaît, bien au contraire.

La participation forcée aux programmes de «réinsertion sociale» mis de l'avant par la réforme de l'aide sociale n'est en fait que «cheap labor» qui, s'il faut se fier aux Options Déclics ne comporte aucune garantie de sortir du cercle vicieux de la précarité. Mais surtout, avantage important pour les entrepreneurs à l'aube d'une période de vive concurrence libre-échangiste, ces programmes — par la masse de gens facilement employables qu'ils introduisent en marge du marché du travail — créent une formidable pression à la baisse sur les acquis et les revendications des secteurs non-spécialisés du mouvement ouvrier.

*Vie Ouvrière* joint sa parole aux 150 groupes de jeunes qui ont demandé le retrait pur et simple du projet de loi 37. La dignité de chaque être humain et son droit à subvenir à ses besoins les plus élémentaires sont attaqués. La convergence d'intérêt des luttes étudiantes et de celles des personnes assistées sociales révèle l'insensibilité du gouvernement Bourassa. ■

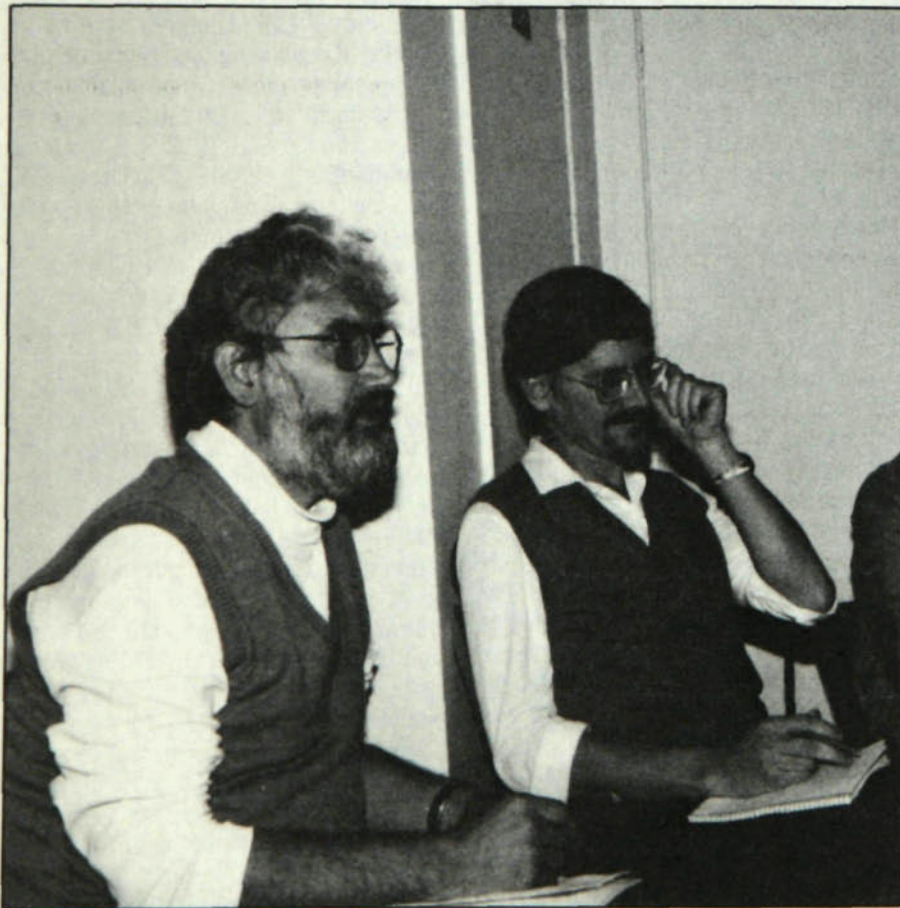


## «Le problème, ce n'est ni l'athéisme, ni le communisme, c'est l'oppression»

par JEAN ROBITAILLE

*«Fidel Castro nous confiait l'an dernier qu'il était actuellement plus révolutionnaire et subversif en Amérique latine de propager la théologie de la libération que de diffuser un texte sur le marxisme».*

*Clodovis Boff.*



### Une entrevue avec les frères Boff, théologiens de la libération

Ce qui aurait pu être une paisible escale à Montréal en préparation pour un voyage en Chine est vite devenue une épuisante semaine de travail pour les frères Leonardo et Clodovis Boff, deux des plus importants théologiens de la libération. Tout le «gratin» chrétien progressiste qui vibre depuis une quinzaine d'années au souffle prophétique qui monte d'Amérique latine a eu tôt fait de remplir l'agenda des Boff de conférences, d'entrevues et de rencontres de travail.

Ce qui devait être, par ce doux samedi après-midi d'automne, un temps de repos dans le charme et le confort du presbytère du Vieux-Beloeil rappelle plutôt le cauchemar urbain des immenses villes du Brésil. En effet, quel paradoxe pour cette coquette banlieue! À quelque cent pieds de nous, de puissants hors-bords crachent des tonnes de décibels et de kérozène dans une course d'accélération sur le Richelieu. Le bruit et l'odeur ravivent des sens qui nous replongent dans la violence quotidienne de Sao Paulo. Et les frères Boff s'animent...

\* \* \*

L'État latino-américain sait maintenant comment récupérer et contrôler le marxisme mais il n'a pas encore réussi à faire la même chose avec la théologie de la libération. Ce qui ne l'empêche toutefois pas de la réprimer violemment avec la bienveillante complicité des courants conservateurs de l'Église catholique. L'assassinat de Mgr Oscar Romero en 1980, l'intimation au silence imposée à Leonardo Boff en '84 et aujourd'hui la multitude d'attaques<sup>1</sup> contre des évêques et des leaders de l'église populaire au Brésil, au Chili, en Haïti et ailleurs

constituent de trop malheureux exemples de cette politique.

Selon Clodovis Boff, «Si Castro considérait si positivement la théologie de la libération, c'est qu'elle rejoint davantage la culture des masses en Amérique latine dans un contexte culturel où la religion est très importante. C'est aussi parce qu'elle a su incorporer le meilleur du marxisme à l'intérieur d'une vision beaucoup plus globale de l'expérience humaine».

«Vous savez, chez nous, le problème, ce n'est pas la foi ou l'athéisme; ce n'est pas le marxisme ou le communisme, c'est l'oppression! Ce qui est le plus important ce n'est donc pas la théologie de la libération mais bien la libération en elle-même qui est sociale, économique, politique, culturelle et spirituelle. Notre théologie est politisée parce qu'elle est incarnée dans un monde d'oppression».

### Un processus acquis et irréversible

Voilà maintenant vingt ans, Gustavo Gutiérrez développait le concept d'une théologie de la libération. S'appuyant sur l'idée que toute théologie — comme réflexion intelligente sur une expérience de foi — doit être à l'écoute du cri des pauvres et y apporter une Bonne Nouvelle, la théologie de la libération allait renverser des modèles théologiques millénaires. La théologie de la libération ne s'inspire pas au départ des dogmes promulgués par l'Église; elle vient tout au contraire, de la vie, de la pratique, de l'expérience vécue du Dieu incarné dans l'Histoire. Il s'agit donc réellement de la théologie des communautés ecclésiales de base qui sont, faut-il le rappeler, une expérience fort significative en Amérique latine (il y en a 100 000 au Brésil qui regroupent 4 à 5 millions de gens). Leonardo Boff précise ici, que «ce processus nouveau d'élaboration d'une théologie organique (qui s'inscrit à l'intérieur d'une organisation, avec les gens) est acquis et irréversible malgré tous les freins qu'on tente d'imposer à son développement».

«Je n'ai jamais cru aux stratégies de ruptures dans l'Église. Nos stratégies doivent être organiques. On ne doit pas se laisser isoler, ni s'isoler nous-mêmes. Il faut chercher à envelopper les évêques, à les mettre en contact avec les réalités en les plaçant en situation de choc pour leur permettre de s'ouvrir les yeux tout en leur

donnant de l'affection. Les discours peuvent aider à mieux comprendre, mais c'est d'abord la pratique qui change les gens. On a l'habitude de dire chez nous que Rome place les évêques et que le peuple les transforme!

«En évitant l'isolement, l'église populaire — qui n'est pas l'affaire seulement des théologiens ou seulement des communautés de base ni seulement des évêques — ne pourra jamais être détruite par aucun pape ni par aucune curie romaine parce que l'église des pauvres est ainsi formée de laïcs et de théologiens mais aussi d'évêques et de cardinaux».

### «Les mêmes méthodes que Pinochet»

Leonardo rappelle la répression qu'il a lui-même subie. «Quand le cardinal Ratzinger<sup>2</sup>, préfet de la Congrégation pour la doctrine de la foi m'a accusé et intimidé l'ordre de garder le silence, je dois vous avouer que je n'ai pas perdu une minute de sommeil. Je n'ai pas cherché à dramatiser la situation. Par contre, j'ai perdu des naïvetés face à des symboles de l'Église qui sont chargés de péchés, à des gens qui mentent et qui utilisent les mêmes méthodes que Pinochet. Mais malgré cela, je suis persuadé qu'il faut croire».

«L'Église du Brésil m'a appuyé parce qu'elle était aussi attaquée par Rome. Nous sentons bien le poids de la main romaine qui veut discipliner, qui veut tout centraliser. On veut encadrer les évêques, former un clergé loin des laïcs et surtout des femmes. On tend à re-cléricaiser l'Église avec un centre de pouvoir à Rome.»

Malgré un tel mépris, l'hypothèse de quitter cette Église ne lui apparaissait pas viable.

«J'ai accepté l'intimation au silence parce que je préfère rester avec l'Église plutôt que de me retrouver seul avec mes textes théologiques. Mais pour moi, cette église est faite de personnes, d'événements et de charismes plutôt que d'institutions, de structures et de pouvoirs».

### Les défis actuels posés à la théologie de la libération

Au cours des vingt dernières années, la théologie de la libération a bien évolué. Elle a rencontré bon nombre d'opposants mais aussi des critiques qui l'ont enrichie. Clodovis Boff identifie aujourd'hui

quatre principaux défis:

«Premièrement, nous avons dû reconnaître que l'oppression est beaucoup plus diversifiée qu'on ne le croyait auparavant et qu'elle ne se limite pas à des rapports économiques. On a découvert l'oppression des Noirs, des prostituées, des Indiens. Cette oppression diversifiée appelle donc une libération plurielle qui fasse place à différentes solutions.

«Deuxièmement, nous nous sommes aperçus que le processus de libération ne s'adresse pas simplement aux peuples du Tiers-Monde. C'est un processus universel qui interpelle les hommes et les femmes de toute la planète.

«Troisièmement, il nous faut démocratiser l'Église pour en faire une expérience de participation et de communion. Seule une Église libérée peut s'engager dans une libération sociale.

«Quatrièmement, et c'est peut-être le point le plus chaud actuellement, on sent clairement le besoin d'une pastorale des militants politiques. Les membres des communautés de base, impliqués dans les organisations populaires, sont confrontés à la question du projet et de l'engagement politique. Il va falloir qu'on trouve des pistes de réflexions pour les soutenir».

Au retour, jonglant avec ce dernier défi présenté par Clodovis, je me rappelle toutes ces attaques portées aujourd'hui contre la théologie de la libération. Tant que les membres des communautés ecclésiales de base ne portent leurs revendications qu'au niveau de l'installation d'un aqueduc, de l'acquisition d'un dispensaire ou d'un meilleur partage des terres, cela emmerde bien des possédants mais leur répression s'exerce tout de même de manière retenue, puisqu'on s'attaque à une partie de l'Église. Mais lorsque les militant-e-s s'engagent au plan politique, remettent fondamentalement en question les institutions et les partis en place et qu'alors, un discours théologique et une pratique pastorale s'élaborent pour les animer et les soutenir, la retenue fait place à l'artillerie lourde... ■

1. Voir Oscar, Leonardo et les autres...

2. Il est intéressant de noter comme l'a rappelé Leonardo que le cardinal Ratzinger, aujourd'hui chef de file des attaques contre la théologie de la libération et l'église populaire a déjà affirmé lorsqu'il était évêque en Allemagne que «l'Église peut tolérer la calomnie contre les riches mais qu'on ne peut tolérer le mépris des pauvres; non pas pour ne pas perdre les pauvres mais pour ne pas perdre le Seigneur».

# Oscar, Leonardo et les autres...

## Intimation au silence

Ce que les gouvernements brésiliens n'ont pas réussi à faire en 17 ans, les Congrégations vaticanes pour la doctrine de la foi et pour les évêques tentent de le réaliser. Dom Pedro Casaldaliga, évêque brésilien de Sao Felix et ardent défenseur des paysans, des Indiens et des Noirs, a en effet reçu en septembre dernier une intimation au silence.

Ces deux Congrégations adressent cinq reproches à Dom Pedro:

- 1° Il n'a effectué sa première visite «ad limina» au Saint-Siège qu'en juin dernier;
- 2° Il appuie et promeut la théologie de la libération;
- 3° Il s'est rendu au Nicaragua pour appuyer une grève de la faim visant à dénoncer l'aide américaine à la contra. Il a effectué cette visite sans obtenir l'autorisation des évêques locaux;
- 4° Il a créé et écrit des messes populaires adaptées à la culture des Noirs et des Indiens du Brésil;
- 5° Il proclame martyr, Oscar A. Romero, ancien archevêque de San Salvador, assassiné par les forces armées le 24 mars 1980.

Sur la base de ces accusations, on condamne Pedro Casaldaliga, à ne plus prononcer de discours, à cesser toute production littéraire et on lui interdit de quitter son diocèse.

Cependant, cette «intimation au silence» lui est parvenue de la nonciature apostolique sans porter les signatures ni aucun des sceaux officiels des deux Congrégations concernées. Pedro Casaldaliga n'a donc pas l'intention de s'y conformer.

Une telle procédure vise probablement à tester la réaction internationale. Ce «ballon d'essai» voulait donc mettre en garde les membres de la hiérarchie ecclésiastique contre un appui trop évident à la théologie de la libération. ■

## Un massacre

Le 11 septembre, un commando de quelques dizaines de personnes faisait irruption, en pleine messe, dans l'église Saint-Jean-Bosco de Port-au-Prince.

Bilan: 11 morts et 75 blessés graves dont une femme enceinte éventrée au poignard. Des hommes sont allés ensuite chercher cette femme à l'hôpital pour l'achever, mais ne l'ont heureusement plus trouvée. Le 12 septembre, un groupe d'une trentaine de personnes se présentait à la télévision nationale pour revendiquer ouvertement le massacre et annoncer qu'ils continueraient de rechercher le P. Jean-Bertrand Aristide, curé de la paroisse et leader de l'église populaire, pour le tuer. Le 13 septembre, l'église de l'Immaculée-Conception était à son tour incendiée. Le même jour, Radio-Soleil et Radio-Cacique étaient attaquées. Le tout, devant une police immobile.

## Un cri

*Déclaration des fidèles de la paroisse St-Jean-Bosco (13 septembre 1988)...*

«Ils ont préparé des couteaux pour nous attaquer. Ils nous avaient prévenus la veille et l'avant-veille. Ils sont venus nous attaquer. Ils nous ont porté des coups, des coups qui nous ont fait mal. Notre sang coule, mes amis. (...)

Est-il vrai qu'en Haïti, les évêques, les pères, les mères, les frères, les soeurs, les communautés ecclésiastiques de base, le peuple de Dieu, restent les bras croisés sans relever le défi? (...)

Et vous-même, Nonce apostolique, comment ferez-vous pour assister à la messe, face à l'autel, sans vous souvenir que vous étiez là, là tout près, lorsque tous ces appels au secours sont parvenus à vos oreilles et que vous n'avez pas bougé d'un centimètre?

Quant à nous, jeunes de Saint-Jean-Bosco, nous sommes là, vivants par la grâce de Dieu. Ceux qui sont tombés ont déjà porté notre message au Seigneur. Notre lutte parmi les pauvres ne fait que commencer. Notre bataille contre l'injustice ne fait que commencer. (...)

Nous voici, plus résolu encore. Nous demandons aux évêques et aux archevêques: après avoir émis une condamnation, après avoir dit que cela était regrettable, après avoir demandé une enquête, qu'allez-vous faire?»

## Une expulsion

Les évêques condamnent l'église populaire qu'ils attaquent de plein fouet dans une déclaration pastorale publiée au début octobre. Puis, le père Jean-Bertrand Aristide reçoit de Rome un ultimatum: il est sommé de quitter le pays dans les dix jours, soit au plus tard le 17 octobre.

Le père Aristide accepte d'être transféré à Montréal mais le peuple haïtien par dizaine de milliers le retient en bloquant sans répit la route de l'aéroport. ■

(Sources: **Caminando**, bulletin du Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine, novembre 88, et **Diffusion de l'information sur l'Amérique latine**, septembre '88.)



Tire de Caminando, sept. 1988

## Document militaire secret sur la théologie de la libération

«Il est certain que ces positions (des théologiens de la libération) ne correspondent plus à l'esprit de renouveau et d'adaptation pastorale de **Medellin** et de **Puebla**<sup>1</sup>. Mais on ne peut dire non plus, finalement, qu'elles constituent des erreurs doctrinales; elles sont plutôt une **prise en compte** volontaire et une manipulation du message — authentiquement libérateur — du salut chrétien en faveur de la révolution communiste».

Voici une partie du bilan fait par la Conférence des armées américaines à l'inté-

rieur d'un document d'étude secret portant sur la théologie de la libération perçue comme un «mode d'action de la stratégie du mouvement communiste international en Amérique latine».

Du 14 au 17 novembre 1987, s'est tenue à Mar del Plata en Argentine, la 17ème Conférence des armées américaines réunissant les chefs d'états-majors de tous les pays des Amériques, à l'exclusion de Cuba. Deux principaux thèmes y ont été étudiés: les liens entre la subversion et le trafic de drogue, et la pénétration de la subversion à travers la théologie de la libération.

On s'est attardé plus particulièrement à l'analyse des stratégies à adopter pour

faire échec «à la pénétration subversive exercée par la théologie de la libération et la théorie de **Gramsci**<sup>2</sup> d'avancer vers la conquête du pouvoir par le contrôle de la culture, de l'éducation et des moyens de diffusion».

Pendant ce temps, le général Pinochet proclamait dans sa campagne référendaire que «Dieu voulait sa victoire!» ■

(Source: Diffusion de l'information sur l'Amérique latine, septembre 1988)

## L'exil volontaire d'un évêque

Monseigneur Jorge Hourton est évêque-auxiliaire de Santiago au Chili. Philosophe de profession, il a été vicaire épiscopal de la zone nord de la capitale, et ensuite du centre-ville. Depuis l'arrivée du cardinal conservateur Juan Francisco Fresno, comme archevêque il y a quelques années, Mgr Hourton s'est vu marginalisé, privé de certaines tâches pastorales et depuis deux ans, on lui a enlevé toutes responsabilités épiscopales. Son péché a été d'intervenir régulièrement dans la presse écrite surtout, pour dénoncer la dictature et exiger le prompt retour à la démocratie. Dernièrement l'archevêque lui a signifié que tout en gardant le titre et le salaire d'un évêque auxiliaire, il était privé de toute charge pastorale et que le Saint-Siège ne lui réservait aucun diocèse. Il a donc décidé à la veille du plébiscite de quitter le Chili. Ajoutons, que le Cardinal Ratzinger s'est rendu lui-même au Chili pour consacrer comme nouvel évêque de Los Angeles, le responsable chilien de l'Opus Dei. ■

(Source: Caminando, nov. '88)

1. Deux rencontres très importantes de la Conférence des évêques latino-américains qui ont affirmé entre autres l'option préférentielle pour les pauvres du message évangélique.
2. Théoricien marxiste italien du début du siècle.



# La prison: avant et après

Propos de MAURICE CUSSON recueillis par JOSÉE GAUTHIER

À quoi sert la prison? À punir ou à créer des criminels? L'incarcération a-t-elle une valeur de dissuasion à long terme? Pourquoi tant de sociétés font-elles usage des pénitenciers?

Le précédent numéro de **Vie Ouvrière** a lancé le débat: pour ou contre les prisons? Dans l'édition présente, le criminologue Maurice Cusson poursuit la réflexion.



**P**our ou contre les prisons? Je répondrais «pour» mais je serais plus intéressé par des questions comme «Pourquoi les prisons existent-elles? Pourquoi existent-elles dans tous les pays du monde? Et qu'est-ce qui arrivait quand il n'y avait pas de prisons?» Avant l'usage massif de la prison, au 16<sup>e</sup> et 17<sup>e</sup> siècles — et même avant —, on exécutait les criminels: on les pendait, leur coupait la tête, les mettait sur le bûcher, les fouettait, leur coupait une main, leur arrachait une oreille, les marquait au fer rouge, etc. La première chose que l'usage généralisé de la prison comme peine centrale a donc fait, c'est de prendre la place des châtiments corporels. C'est évidemment question de goût mais la plupart des gens pensent qu'il est préférable de mettre des gens en prison plutôt que de les pendre. De ce point de vue, je pense que la prison peut être considérée comme un progrès. La prison existe donc dans toutes les sociétés contemporaines parce qu'elle apparaît comme le moyen le plus commode pour réaliser des objectifs de gestion de la criminalité.

La prison est une peine parmi d'autres; c'est la sanction suprême, celle qui frappe les esprits. Ceci dit, il se distribue infiniment plus d'amendes que de peines de prisons et il existe aussi d'autres sanctions très communément utilisées: la probation et les travaux communautaires, par exemple. Il se pourrait bien aussi qu'on développe dans l'avenir des peines qui vont véritablement remplacer la prison. Une chose qui existe dans divers états américains pour un certain nombre d'accusés, c'est la surveillance électronique. Il s'agit, pour le condamné, d'une forme d'assignation à résidence avec un dispositif électronique attaché au poignet ou à la cheville permettant de s'assurer qu'il reste chez lui ou ne quitte la maison qu'aux heures prescrites par la sentence préconisée par le juge. On peut ainsi avoir une forme de contrôle des individus qui est relativement souple et remplace la prison dans un certain nombre de cas. La technologie donne des possibilités. Quand les Américains ont fait leurs expériences, ils ont pratiquement toujours demandé aux intéressés ce qu'ils préféreraient: aller en prison ou subir ce système

et les gens répondaient toujours aimer mieux la surveillance électronique. Ainsi donc, si on enlève la prison, il va probablement se développer d'autres formes de privation de libertés mais, on ne voit pas la disparition de quelque forme de punitions que ce soit.

### Faut-il ou non punir les criminels?

Certaines personnes considèrent que le crime n'est qu'une pure production artificielle de l'État. Selon moi, il existe effectivement des délits qui sont de cet ordre; les nouvelles législations, par exemple, sont remplies d'infractions réglementaires comme la falsification de déclarations d'impôts. Ceci dit, il faut bien garder à l'esprit les raisons pour lesquelles les gens sont en prison: 60% des gens des pénitenciers ont commis des homicides ou tentatives d'homicides, des vols qualifiés, des cambriolages; on peut ajouter ensuite à cela les vols, les fraudes et les délits sexuels. On a donc actuellement, dans les pénitenciers, un bon 75% d'individus qui ont commis des délits toujours considérés comme des crimes dans tous les pays du monde, à toutes les époques de l'humanité — ce que j'appellerais des crimes ou prohibitions universels. Il y a une minorité de gens assez utopistes qui croient qu'on pourrait fonctionner sans la notion de crime mais, si on faisait un sondage d'opinions, très peu de gens proposeraient sérieusement de cesser de criminaliser le meurtre ou le vol avec violence, par exemple.

### Criminaliser = incarcérer?

Faut-il incarcérer? Pour certains délits, il y a des solutions comme les amendes et les travaux communautaires. Mais que fait-on devant des actes relativement graves, des délinquants récidivistes ou qui refusent de payer l'amende? Le pénitencier existe parce que des individus commettent des actes graves ou modérément graves de façon répétée, ou des actes pas très graves mais n'acceptent jamais les sanctions qui supposent un minimum de collaboration. Je n'ai pas d'attachement particulier à la prison mais en cherchant des solutions face à des actes particulièrement graves, je n'en trouve pas tellement d'autres.

Si la prison existe comme solution si répandue dans tant de pays et depuis quelques siècles, c'est qu'elle sert à bien des buts. On **neutralise** d'abord ainsi un cer-

tain nombre de criminels qui nous paraissent dangereux, en les empêchant de nuire pendant au moins un certain temps. Il y a aussi une fonction de **dissuasion** ou d'intimidation, une chose cependant relativement discutée. L'application de sanctions, dont la prison, a un effet d'exemplarité. Les délinquants se fréquentent les uns les autres, font partie de bandes, ont des complices, fréquentent les mêmes tavernes, les mêmes clubs, etc. Quand dans un groupe de délinquants, un individu se fait arrêter et incarcérer, ça se sait. Si on en arrête plusieurs et avec une certaine régularité, le sentiment d'insécurité des délinquants a des chances d'augmenter. Plus les risques de la punition, y compris l'incarcération, sont élevés, plus la criminalité est basse; ce qui va dans le sens de la dissuasion générale.

Parmi les fantômes qui se promènent dans les caves des palais de justice, il y a la vengeance mais les esprits modernes un peu hypocrites, un peu Tartuffe préfèrent ne pas en parler. Dans les fonctions de moins en moins avouées de la prison, il y a un souci de **proportionnalité**. Je ne vois pas comment on peut déceintement échapper à l'exigence que les crimes graves soient punis plus sévèrement que les

crimes moins graves. Un quatrième et dernier rôle de la prison, c'est le blâme ou la **dénonciation** du crime. La sanction pénale existe pour souligner la gravité de l'offense à une valeur à laquelle on tient. Par exemple, donner une sentence de quinze ou vingt ans de prison pour un meurtre sadique et prémédité, c'est un moyen de souligner qu'on attache de l'importance à la vie, une espèce de leçon de morale. Encore une fois, pour le moment, je ne vois pas comment on pourrait envoyer à la société des messages aussi clairs sur les valeurs qu'en termes de mois ou d'années de prison.

Sans être un militant pour les prisons, je prédis qu'elles vont exister, être utilisées et même remplies pour encore plusieurs années. Tout cela à cause des fonctions fondamentales auxquelles elles répondent actuellement. Avant qu'on découvre d'autres moyens de neutraliser, proportionnaliser, dissuader et faire des leçons de morale aux gens, ça va prendre pas mal de temps. ■

Maurice Cusson est professeur à l'école de criminologie de l'Université de Montréal et auteur des ouvrages suivants: **Pourquoi punir?**, Dalloz, Paris, 1987. **Le contrôle social du crime** (prix du Gouverneur général) Puf, Paris 1983.


Les spécialistes de l'impression

COULEURS ET NOIR & BLANC

- JOURNAUX
- BROCHURES
- MAGAZINES
- BOTTINS
- ALBUMS À COLORIER
- LIVRES

Pour les P.M.E.

Pour estimation gratuite:  
JACQUES GIRARD  
Service à la clientèle  
TÉL.: (514) 672-6380

 PAYETTE & SIMMS INC.

Imprimeur spécialisé en édition  
Printers specializing in publications

300 Arran, Saint-Lambert, Qué. J4R 1K5  
(514) 672-6380 - (514) 875-0327 - Fax: 672-1481  
Extérieur de Montréal: 1-800-361-6528

par PIERRE VIAU

## LE CENTRE DES FEMMES ET LES FEMMES IMMIGRANTES

La vie bourdonne à l'intérieur du **Centre des femmes** de la rue Saint-Urbain à Montréal. De l'extérieur, la rénovation de la vieille partie de l'édifice témoigne aussi de la vitalité de cet organisme.

Le Centre ouvrait ses portes en janvier 1973. Aujourd'hui, 10 000 personnes y sollicitent une aide à différents niveaux. En 1980, face à l'arrivée croissante de femmes immigrantes et à des problématiques spécifiques vécues par celles-ci, le Centre a décidé de mieux structurer son **Service aux femmes immigrantes et à leur famille**. Maintenant, neuf femmes originaires de huit pays différents y travaillent.

Cette année, plus de 1 500 femmes provenant de 60 pays ont eu recours à ce service du Centre des femmes. La majorité de ces pays se situe en Amérique Latine, dans les Caraïbes et en Asie du Sud-Est.

Plus de 25% des demandes d'intervention sont reliées aux difficultés d'adaptation. Puis, viennent les problèmes par rapport au revenu, à l'éducation, à l'emploi, à la justice, à l'immigration, à la santé, au logement et à la discrimination.

Le **Service** tente de créer des groupes d'entraide parmi les femmes au moyen de diverses activités interculturelles.

Le Centre des femmes participe activement à des Tables de concertation ou de regroupement. Avec d'autres groupes, il se préoccupe de l'important dossier de la formation professionnelle et de l'accès au marché du travail des femmes immigrantes. Récemment, il participait à une enquête sur la situation des femmes parrainées.

La femme immigrante parrainée par sa famille immédiate est probablement la personne qui a le moins de droit parmi les différents statuts d'immigration. Ce type de parrainage lie les deux parties pour une durée de dix ans. Depuis décembre dernier, le ministère des Communautés Culturelles et de l'Immigration n'accorde plus de suspension de parrainage... même si le garant est introuvable!

Pendant ces dix ans, la personne parrainée n'a droit à l'aide-sociale que dans des conditions exceptionnelles et n'a pas droit de bénéficier d'un prêt ou d'une bourse pour étudier. L'accès au COFI lui est difficile. Autant de situations qui peuvent maintenir la femme parrainée dans un rapport de dépendance économique et même affective vis-à-vis le garant du parrainage.

Or 42% de toutes les fem-

mes admises au Québec entre 1980 et 1986 l'ont été dans cette catégorie d'immigration. 75% d'entre elles ne parlent ni le français, ni l'anglais.

Ainsi, la majorité des femmes parrainées risquent de demeurer longtemps sans formation professionnelle. Il ne leur reste que le travail domestique, la confection à la maison, ou encore le travail harassant et mal payé de l'industrie du textile, du revêtement et de la bonneterie.

## APPRENDRE LE FRANÇAIS

À l'occasion du colloque «Femmes ensemble vers l'accès au travail» célébré à la mi-octobre, le **Comité d'Accueil Inter-Ethnique L'HIRONDELLE** a élaboré un document sur la formation professionnelle pour les femmes immigrantes afin de pouvoir mieux accéder au marché du travail. Le rapport soumet une série de propositions au ministère des Communautés Culturelles et de l'Immigration. Il souligne que l'un des critères principaux pour avoir accès à la formation préparatoire générale ou à la formation professionnelle est de savoir parler et écrire le français.

On sait déjà que, dans une famille immigrante ou réfugiée, la femme est souvent la dernière (après le mari et

les enfants) à pouvoir s'exprimer en français. Il n'est pas rare qu'un enfant de sept ou huit ans doive accompagner sa mère pour une entrevue à un centre de santé ou à l'école et servir d'interprète. On peut imaginer la dépendance et, parfois même, l'humiliation vécues par la mère.

On sait aussi que 12% seulement des personnes immigrantes passent six mois par les COFI en recevant une allocation. Les autres n'y ont pas droit.

C'est pourquoi **L'HIRONDELLE** demande à ce que toutes les femmes immigrantes, indépendamment de leur statut d'immigration (indépendant, parent aidé, catégorie de la famille, réfugié) puissent bénéficier des cours du COFI, qu'elles se destinent ou non au marché du travail. «Dans une société comme la nôtre, poursuit le document, nous ne pouvons pas concevoir l'existence des gens qui ne parlent pas français».

Mais, est-ce l'avis de tous les fonctionnaires et ministères des divers paliers de gouvernement? Il y a quelques jours, un jeune réfugié de 24 ans se présentait au ministère de la Main-d'oeuvre et de l'immigration pour obtenir et signer des documents en vue d'avoir un permis de travail. Ils étaient en anglais. Il va au COFI et y apprend le français. De retour des classes, dans le métro... il apprend l'anglais!

e d'un at...  
 i tu as le se...  
 jeurs Tél: 628-5666 (26)

## Recherché

Québécois cherche Québécois en vue de bourses et prêts. Tél: Nancy, en fin de semaine, au 679-1316. (27)

Recherche étudiante intéressée. Prêts et bourses disponibles immédiatement. Écrire CP 1706, Place Bonaventure, H3A 1H7, Montréal. (27)

Je cherche un(e) étudiant(e) qui me signerait un reçu de frais de garderie pour fin d'impôt. Aucun danger, ça ne fait pas mal. Tél: Louise, entre 9 h et 17 h, au 849-5287. (27)

Étudiant étranger recherche étudiante pour mariage prochainement. Bilingual speaking. Tél: Roger au 607-6462. (27)

Étudiant étranger cherche étudiante québécoise intelligente pour mariage afin de profiter pleinement du gouvernement. Tél: Ben au 729-9781. (27)

Atari 520 ST, 1040 ST ou Mega ST. Je désire échanger de l'information avec d'autres utilisateurs. Tél: Jacques au 524-0984. (27)



ARCHIVES ANÉCO

Chronique «recherché» extraite des annonces égarées parues dans le Continuum le 4 avril 1988.

## À quel prix?

**D**epuis un peu plus de vingt ans, les cégeps constituent une expérience originale dans le système d'enseignement. Cinquante pour cent des jeunes y ont maintenant accès. Mais un grand nombre d'entre eux en sortent sans diplôme.

La plus récente lutte étudiante pour changer le régime des prêts et bourses rappelle plus de vingt ans de luttes étudiantes. Voici une belle occasion de faire le bilan de ces luttes avec les gens qui les ont animées. Voyons comment elles posent la question de l'accessibilité au-delà d'une simple amélioration de l'aide financière?

Qui donc, en '88, profite du cégep?

Un dossier produit par JOSÉE GAUTHIER et JEAN ROBAILLE

Un merci tout particulier à NICOLE FORTIN et JULIE PERRAULT qui ont contribué à la recherche.

# Meilleure accessibilité au cégep et à l'université Mais mieux vaut toujours être riche

par JEAN ROBITAILLE

**M**arie-Claude, 16 ans est entrée au cégep Maisonneuve cette année. Le même cégep inauguré par ses parents en '67 à l'aube d'une période de vives contestations sociales au Québec. Ce cégep qui a bien failli changer de nom en '71, le journal étudiant du collège ayant effectivement entrepris à l'époque une campagne pour le rebaptiser cégep Cossette-Trudel en l'honneur des célèbres felquistes.

Alors que pour la majorité des Québécois, le cégep demeure encore dans le monde de l'éducation une aventure décrite comme nouvelle, originale, unique, eh bien, pour Marie-Claude, c'est autre chose... En fait, c'est une institution comme bien d'autres et qui plus est, a cinq ans de plus qu'elle. Si bien, qu'essayer de faire vibrer Marie-Claude aux nobles vertus de «modernisation, de systématisation et de démocratisation» qui ont présidé à la création des cégeps, semble peine perdue. Aujourd'hui, c'est plutôt la compétition, la sélection et la rationalisation qui ont pris le dessus.

Est-ce à dire que le rêve d'une égalité des chances en éducation, d'une accessibilité pour toutes et tous ne se serait pas réalisé? Pas nécessairement!

## Un plus grand accès, pour qui?

Depuis l'époque des collèges classiques auxquels presque seule l'élite avait accès, on a fait des bons bouts de chemin. Le taux d'accessibilité au cégep atteint maintenant 50%<sup>1</sup>. L'université est aussi plus accessible pour tous. Un phénomène nouveau est même apparu: celui du «warming up» comme l'appelle Pierre W. Bélanger, chercheur à l'Université Laval. Selon lui, «Certains étudiants entrent au cégep, secteur professionnel, avec des aspirations scolaires limitées par choix ou héritées de leur milieu familial ou scolaire. En cours d'études, ils prennent conscience de leurs aptitudes, de leurs capacités et de leur volonté à réaliser des études universitaires avec de bonnes chances de succès»<sup>2</sup>.

## «43% des gens qui accèdent au cégep en sortent sans diplôme»

Mais si l'université est plus accessible pour tous, les inégalités sociales persistent. L'élite de la société y est toujours fortement représentée alors que les classes populaires, malgré un meilleur accès, y sont encore sous-représentées. En fait, ce sont les enfants des classes moyennes qui ont le plus profité de cette hausse de l'accessibilité.

Une enquête réalisée en '85 par le Service de la recherche institutionnelle de l'Université du Québec, auprès des cégépiens-ne-s de deuxième année du secteur général qui s'apprêtaient à graduer à l'université, trace le portrait robot suivant: «Ce cégépien apparaît provenir d'un niveau socio-économique plus aisé que la moyenne québécoise: 40% de nos répondants ont un père qui a une occupation administrative ou professionnelle; 20% ont un père et une mère ayant complété quinze années d'études ou plus; 30% sont issus de famille dont le revenu est égal ou supérieur à 50 000\$ et finalement, 34% ont fréquenté un établissement privé au secondaire»<sup>3</sup>.

D'ailleurs, la journaliste Lise Bissonnette dénonçait récemment les universités qui ont contourné l'objectif de l'accessibilité au nom de l'excellence. Prononçant une conférence dans le cadre d'un colloque de la faculté des Sciences Sociales de l'Université Laval, Mme Bissonnette soutenait qu'en créant à l'intérieur des universités deux réseaux parallèles: celui des études régulières et celui de l'université des certificats, on réintroduisait une société de classes à l'intérieur de l'université. «Pour elle, l'explication ultime est simple: la classe privilégiée a trouvé le moyen de conserver ses privilèges»<sup>4</sup>.

## Des femmes, de plus en plus de femmes

Là où les progrès sont sans conteste positifs, c'est au chapitre de l'accessibilité

des femmes au niveau post-secondaire. Au cégep comme à l'université, elles forment maintenant la majorité. Elles obtiennent en plus de bien meilleurs résultats, échouent moins de cours et en abandonnent moins que leurs confrères. Elles se retrouvent donc avec un taux de diplomation supérieur aux hommes.

L'analyse des taux de diplomation révèle cependant un des problèmes majeurs qui affecte le cégep aujourd'hui. En effet, bien que la moitié des jeunes accèdent au cégep, 43% d'entre eux en sortent sans diplôme!<sup>5</sup> De plus, d'après les étudiant-e-s eux-mêmes, 40% des cas d'abandon sont reliés à des difficultés financières.<sup>6</sup>

Si des progrès importants ont été faits en matière d'accessibilité, en particulier au profit des classes moyennes et des femmes, des inégalités de classes persistent tout de même alors que de nouvelles contradictions sont en train de s'installer. Entre différentes communautés ethniques, les distinctions s'affirment quant à la réussite scolaire.

1. En fait, les résultats des études statistiques à ce sujet varient énormément. Les taux vont de 35% à 70% selon les critères de calcul utilisés. Selon Mireille Lévesque, chercheuse à l'emploi de la Direction générale de l'enseignement collégial (DGEC), le chiffre de 50% est sûrement proche de la réalité.
2. Pierre W. Bélanger, *La réponse du Québec aux problèmes d'équité et d'excellence dans l'enseignement post-secondaire* in *Recherches sociographiques*, septembre 1986.
3. Pierre Chénard, *Le passage du cégep à l'université*, in *Recherches sociographiques*, septembre 1986.
4. Compte-rendu de la conférence de Lise Bissonnette paru dans *le Devoir* du 14 octobre 1988.
5. D'après une étude en cours de la DGEC réalisée par Mireille Lévesque. Ce résultat a été publié dans un article de Nicole Fortin de la Fédération des enseignantes et enseignants de cégep (CEQ).
6. Sondage SORECOM réalisé en mars '88, commandé par la Fédération nationale des enseignantes du Québec (CSN).

# Trois échos du cégep

Que peuvent bien avoir en commun une mère, un chômeur et une professeure? Dans ce cas-ci, c'est le cégep! Pour compléter le dossier, nous avons voulu faire le point sur l'institution collégiale en compagnie d'usagères et usager: une mère de cégepiennes, une enseignante et un ex-étudiant de cégep.

par JOSÉE GAUTHIER

Jeannelle Bouffard, mère de deux filles qui vont au cégep

## Est-ce qu'on ne fait que miroiter des espérances?

**M**ère de quatre enfants dont deux filles, étudiantes au cégep Maisonneuve, Jeannelle Bouffard vient du milieu populaire: le centre-sud de Montréal dans sa jeunesse, le quartier Hochelaga-Maisonneuve dans sa vie adulte. Même si elle et son mari ont complété des études universitaires, ils sont d'une époque où les cégeps commençaient à peine à poindre dans l'esprit de certains commissaires d'un certain Rapport Parent: «Pour moi, le cégep, c'était de l'inconnu... L'expérience de la plus vieille de mes filles m'a donc permis de comprendre les étapes de sélection, l'attente et l'inquiétude de savoir si ça fonctionne, si elle sera ou non retenue au premier choix, etc. J'avais, en fait, plus d'inquiétudes que d'attentes parce que je connaissais plusieurs jeunes dans le quartier qui avaient commencé leur cégep puis, avaient arrêté... Je souhaitais vraiment que les enfants ne passent pas leur temps à transférer d'une option à une autre et qu'elles aient le goût de persévérer. C'est tellement pas facile la première session: le temps de s'adapter, d'accepter un rendement moindre... J'ai donc été très heureuse de voir mon aînée, par exemple, persévérer même si l'informatique n'était pas son premier choix.» Comment expliquer que l'une poursuive là où d'autres abandonnent? Pour Jeannelle Bouffard, la réponse reste interrogative: «Est-ce que c'est les résultats scolaires, une trop grande liberté due au besoin d'apprendre à s'auto-organiser, le manque de soutien à la maison? Est-ce que c'est parce que chez nous, dans le quartier, la plupart des parents n'ont pas complété leurs études secondaires et que si



GILLES DUGAL

leurs jeunes en sont déjà là, ça peut sembler suffisant? Il y a aussi sûrement, l'attrait de gagner de l'argent; les gens savent bien que c'est pas nécessairement en faisant des études que tu vas avoir un travail rémunérateur! Chez nous, les études, c'est une priorité; ça a par conséquent des répercussions sur les enfants mais, ce n'est pas le cas pour la majorité des gens dans le quartier...»

### L'école de la vie

Deux ou trois ans, plus pour d'autres, passés dans une institution comme le cégep peuvent se qualifier d'«école de vie» selon la mère de Judith et Annick: «Ça leur permet d'apprendre à s'affirmer, à découvrir leur identité, à décanter leurs valeurs personnelles et à les assumer; c'est l'occasion de devenir davantage adultes, même s'il reste de la place pour suivre le groupe. C'est aussi la prise de conscience qu'elles peuvent relever des défis et se confronter à des éléments difficiles comme le travail d'équipe où les gens ne donnent pas tous le même rendement.» Au-delà de l'épanouissement personnel des individus, peut-on conclure que, vingt

ans après leur création, les cégeps ont amélioré les conditions de vie et de travail des gens du milieu populaire? Pour Mme Bouffard qui a connu le temps où les choix offerts aux filles oscillaient entre secrétaire, professeure et infirmière, «le cégep laisse entrevoir un échantillonnage de possibilités que les jeunes peuvent au moins expérimenter et même pousser plus loin. Le cégep a peut-être contribué à ce que des jeunes de toutes les classes sociales se retrouvent dans un même lieu. C'est sûr aussi qu'ils voient des jeunes arriver en auto, avec un standard de vie différent qui fait miroiter bien des choses. On en entend parler mais, en même temps, ça leur fait réaliser que ces jeunes-là ne sont pas nécessairement plus heureux. Pour revenir aux jeunes du quartier, je constate que dans l'ensemble, ceux qui ont persévéré au cégep ont un travail mais, la plupart de ceux que je connais ont laissé en chemin.» Vingtième anniversaire heureux ou non, les bougies du gâteau commencent à s'éteindre. Vite un souhait! «Que les cégeps ne fassent pas que miroiter des espérances mais soient le lieu où elles peuvent prendre forme auprès des jeunes, qu'on y retrouve plus de liens avec la vie réelle face à laquelle les jeunes se retrouvent par la suite confrontés.»

Une entrevue n'est vraiment jamais terminée. Sur le seuil de la porte, Jeannelle Bouffard ajoute: «Pourquoi pas aussi souhaiter que les cégeps deviennent des endroits plus humains?» Avec un sourire philosophique, elle répond elle-même à la question: «C'est là qu'on se rend compte que ce n'est pas dans les structures qu'on trouve le bonheur...» ■

Louise Corriveau

## Qui s'instruit s'enrichit, c'est encore vrai!



JOSEE GAUTHIER

**P**rofesseure au département d'anthropologie et de sociologie du cégep Édouard-Montpetit, Louise Corriveau a aussi scruté et étudié le milieu à travers ses nombreuses recherches. Son verbe est franc et ses réflexions plus que mûries. «Une chose à laquelle je crois profondément, c'est qu'il faut se battre pour l'école parce que c'est donner des moyens à du monde de se défendre, de vivre dans la société et de la changer. «Qui s'instruit s'enrichit», c'est encore vrai aujourd'hui! Dans beaucoup de pays du monde, le collégial n'est pas gratuit... Gratuit, il faut le dire vite: ça coûte 5 000\$ par tête de pipe dans un cégep. Quand j'en vois qui passent leurs cours au café étudiant, j'ai le goût de leur dire vite: «Écoute, mon beau, c'est du monde sur le salaire minimum qui paye aussi pour toi; c'est ça aujourd'hui, le jeu de l'impôt».

Pour s'assurer de l'égalité des chances en éducation, certaines personnes ont déjà avancé l'idée de rendre le cégep obligatoire. Ce «au pas camarade, comme le qualifie avec humour Mme Corriveau, ne va pas sans réserve. «Je ne suis pas sûre que ce soit le bon modèle pour tout le monde. Je pense qu'on a beaucoup dévalorisé certains types de formation professionnelle et qu'il faudrait sérieusement corriger ça. Boucher, cordonnier et couturière sont, entre autres métiers, des services importants à la collectivité». Parmi les améliorations à apporter dans les

années à venir, la sociologue Louise Corriveau aimerait bien voir émerger une formation générale, une «formation du citoyen et de la citoyenne». On y retrouverait, par exemple, des notions de base sur l'organisation politique du pays, ce qui aurait comme conséquence, des collégiens mieux équipés pour assumer leur rôle de citoyen. En plus de promouvoir un renforcement du français comme tout le monde le suggère fortement, Mme Corriveau parle de «développer des passerelles, des correctifs pour corriger les choix précoces. On ne peut accepter que parce qu'un jeune de 15 ans, en amour cette année-là, a eu de mauvais résultats en maths, ne puisse rentrer en génie par

manque de pré-requis. C'est une société malade qui fait faire de tels choix à ses jeunes. Il faut aussi complètement repenser l'éducation des adultes en y donnant de vraies formations qualifiantes, pas le modèle de formation sur mesure qui, bien souvent, sert surtout à l'employeur.

Quand la personne change par exemple d'usine, il faudrait qu'elle puisse monnayer ce savoir-là. Avec sa petite fille de deux mois qui dort dans la pièce d'à-côté, Louise Corriveau aura un double titre lorsque, dans vingt ans, **Vie Ouvrière** frappera à nouveau chez elle: professeure et maman. D'ici là, les cégeps auront-ils bien vieilli? Rendez-vous, pour la réponse, à la veille de l'an 2 000.

Jean-François Lafond, ancien étudiant au cégep St-Laurent

## Reconnaître aussi d'autres modes d'apprentissage



YOLANDE HEBERT-AZAR

**A**vant son bac en enseignement de la catéchèse au secondaire, Jean-François Lafond a étudié en sciences humaines au cégep St-Laurent à Montréal, de 1975 à 1977. «J'avais coulé mes maths et comme c'est ce qui servait de filière pour la sélection, je me suis retrouvé en sciences humaines. J'étais aussi intéressé par l'animation communautaire et le domaine social... Alors que d'autres considéraient le cégep comme un «incubateur» ou un deux ans d'attente, pour moi, ç'a été deux ans de culture générale.» Quand on sait qu'il est actuellement chômeur, il est tentant de donner raison aux détracteurs de l'institution. Cette remarque le fait sourire: «Je pense que le débat entre les études et le travail demeure; c'est deux niveaux d'apprentissage, deux façons de voir les choses, deux visions du monde

qui ne se rencontrent pas toujours... un peu comme deux solitudes... Parlant de solitude, je me suis souvent senti seul de ma gang, avec des préoccupations autres en termes culturels... comme divisé entre deux cultures.»

Le principe de base des cégeps réside dans l'accessibilité, pour tous, à l'enseignement. Devrait-on alors le rendre obligatoire comme c'est le cas des niveaux élémentaire et secondaire? Celui qui, avec deux enfants de 9 et 12 ans, a réalisé que l'école n'était pas si gratuite que ce que l'on affirme parfois, aime les avenues libres. «Je pense que le cégep ne comblera jamais les intérêts de tout le monde. Certaines personnes ont le goût de vivre autre chose que le cégep et il est important de respecter le pluralisme, en éducation comme ailleurs. Même si je crois au principe de l'accessibilité au cégep et à l'université, en pratique, ce n'est pas évident... Ce n'est pas le seul lieu d'apprentissage; il faut au moins dépister les autres lieux et modes d'apprentissage du monde ouvrier, les expériences qui se font en dehors des cours comme c'est le cas des «boîtes alternatives». Des organismes comme le Centre de formation populaire, le Centre St-Pierre, le Centre pastorale en milieu ouvrier, ou Vie Ouvrière et ses dossiers font le lien entre le mouvement populaire et le besoin de réfléchir sur une pratique. Et ça, c'est enrichissant!»

«Ce sont les gens et non les dates qui font l'histoire». Écrite dans l'anonymat le plus total, la phrase a pourtant traversé les époques. On la cite avec plaisir hors des salons et des cérémonies de remise de médailles. À l'occasion des vingt ans du cégep, c'est donc spontanément vers des leaders étudiants que *Vie Ouvrière* s'est tournée pour se réapproprier ce qu'on appelle faussement la «petite histoire». Devenus députée, journaliste, dessinateur et militant pacifiste, ils avaient alors l'âge qu'ont aujourd'hui les cégeps. Sans oublier la relève qui, beau temps mauvais temps, marche vers des lendemains meilleurs.

# La petite histoire de 1968 à 1988

propos recueillis par JEAN ROBITAILLE ET JOSÉE GAUTHIER

Louise Harel:

## En '68, c'était très peu corporatiste



Louise Harel,  
députée péquiste de Maisonneuve

«... L'Union générale des étudiants du Québec était auparavant très unitaire; grâce à cela, elle a pu mener le combat des années '68. C'était très peu corporatiste... À l'époque, le milieu étudiant était très conscient du privilège de se faire instruire. La gratuité scolaire n'allait pas sans la contrepartie d'un service civique de deux ans dans les régions du Québec, une fois le diplôme obtenu, pour rembourser l'investissement à la société... Pour que l'action actuelle soit plus offensive, il faudrait qu'elle soit plus visionnaire, plus globale...»

... Même si, à l'époque, je ne croyais jamais faire de politique — je voulais faire du journalisme —, le lien entre ma militance étudiante d'alors et ma militance politique d'aujourd'hui, c'est que j'ai toujours cru à l'action collective. La lutte de '68 a été pour moi une formidable école de formation où je me suis notamment rendu compte qu'il ne faut jamais situer les choses dans un tout ou rien. Après vingt ans d'existence des cégeps, je reste certaine que c'est une formidable école de démocratisation parce que ça permet un accès à la culture à des personnes qui ne l'auraient pas eu transmise par leur famille. Ce que je souhaite c'est que le cégep s'ouvre encore plus collectivement qu'individuellement parce que toutes les couches qui n'y ont pas encore accès n'y viendront que collectivement.»

Yves Mallette:

## En '74, «La victoire, c'est la fondation de l'ANEEQ!»

«La victoire de la lutte des prêts et bourses de '74-75, c'est la fondation de l'ANEEQ, l'Association nationale des étudiants du Québec. Avant cette lutte-là, le mouvement étudiant était à zéro... Au début, c'était pas une question de grands principes d'aide financière, on voulait seulement des réponses du gouvernement pour les prêts... On était rendu à octobre, novembre, et le monde avait toujours pas de nouvelles de leurs prêts et bourses... On fonctionnait sur les croûtes de pain et les biscuits soda! Du retard dans les prêts-bourses, on en est venu au remaniement de grands princi-

### EN BREF... POUR LES AMATEURS DE CHIFFRES

Au milieu des années 1980, sur une cohorte de 100 étudiants, 72 termineront leurs études secondaires et 28 quitteront l'école sans diplôme. Des 72 diplômés, 42 n'obtiendront pas d'autre diplôme (28 du secteur général et 14 du secteur professionnel) et 30 termineront leurs études collégiales (21 dans le secteur général, ouvrant la voie à l'université, et 9 dans le secteur professionnel. Si vous avez de la difficulté à comprendre, dessinez-vous un petit graphique...»

Source: **Recherches sociographiques**, septembre 1986. Données tirées de *Une société des jeunes?*

pes comme la dépendance ou l'indépendance des étudiants et la disparité entre le cégep et l'université. L'expérience de lutte et de combat a permis une conscientisation sociale de plusieurs étudiants au sujet de la justice...

Mon constat d'évaluation des cégeps? Pour moi, le cégep, ça confirme la société. Tu prends, par exemple, le hockey mineur; un jeune fils de médecin a plus de chances qu'un jeune du milieu défavorisé de se tailler une place dans l'élite parce qu'un papa docteur peut lui acheter une paire de patins à tous les trois mois, l'amener voyager dans les petites villes, etc. Toutes proportions gardées, le cégep, ça ressemble à ça... même si, en général, les milieux populaires ont la chance



ARCHIVES ANEQ

YVES MALLETTE, journaliste au *Canada français*. à travers les cégeps de pouvoir s'affirmer d'une certaine façon...

La priorité actuellement va aux enfants, mais après ... je vais reprendre la lutte!

Philippe Duhamel:

## En '82, «Une sous-culture révoltée mais parfois imbue de sa parcelle de pouvoir»

«C'était en 1981... Je me revois dans mes petits souliers blancs, la langue pointue, l'ego gonflé d'un fils de banlieusard... J'étais plutôt arrogant, je me promenais avec la certitude de pouvoir me tailler une carrière au-dessus du commun des mortels... Je sortais d'un collège privé... Je me suis vite senti très isolé... À un moment donné, on m'a introduit dans le «club social» des associations étudiantes, dans la «sous-culture» du couloir des organismes, au cégep Maisonneuve... une sous-culture avec ses qualités et défauts: un réseau de personnes parfois conscientes et révoltées, parfois un peu imbues de sa parcelle de pouvoir à cause des postes détenus au sein de divers comités (journal, radio, etc.)... Tu as comme ça un paquet de monde qui se connaît, organise des affaires, passe du temps à jaser, se donne des becs quatre fois par jour quand ils se rencontrent dans les corridors... Tu finis par développer une espèce de communauté qui a ses idées, ses débats, ses intrigues et ses colères. C'est là, vers 1981, que j'ai tenu ma première table d'information au sujet de la signature d'une pétition contre la course aux armements. Il y avait là une fraîcheur de sentiments: une colère vraie, simple, pure et non encroûtée sous le poids des constitutions idéologiques. Suite à ça, je me suis impli-

qué dans le mouvement pour la paix. Je vois que le cégep a été le moment où j'ai eu une communauté qui m'a aidé à me sentir plus sûr de moi et à dépasser ma petite personne...

Le cégep, c'est aussi une institution calquée sur le modèle totalitaire: une poignée d'hommes à la direction qui décide pour des milliers d'autres ce que seront leur horaire et programme. Bien qu'ils vont tolérer certains gestes pseudo-démocratiques, gagnés de chaudes luttes, on voit très clairement qu'aujourd'hui encore, c'est l'anti-émeute, aussitôt que la suprématie de leur pouvoir est menacée... J'en ai fait l'expérience dans mes années de cégep et ça m'a radicalisé dans le sens où ça m'a fait comprendre les racines du pouvoir et les moyens qu'il utilise... Le cégep est destiné à séparer les jeunes moitié moitié: 50% ne vont pas au cégep parce que triés pour prendre la voie de la pauvreté dès le secondaire et on impose tout un cadre de règles à la majorité de ceux et celles qui y vont... Je pense qu'on aurait intérêt à retourner aux sources des associations étudiantes qui étaient des comités d'étudiants pas nécessairement hiérarchisés et qui ont accompagné les mobilisations des années '60. On a malheureusement récupéré ces contre-institutions vraiment démocratiques en leur offrant l'institutionnalisation».

Jean Latraverse:

## En '78, «Le ciment du mouvement étudiant»

«Il y a eu des gains en 1978, pas très significatifs à mon sens mais, qui ont permis par contre de développer l'idée de démocratiser l'éducation en termes d'accessibilité. On voulait améliorer les conditions financières des étudiants mais aussi faire en sorte que les suivants puissent y arriver plus facilement. C'était aussi tout le débat autour de ce qu'on voulait dans nos écoles... Ça a été une école de formation pour beaucoup d'étudiants qui sont devenus des militants dans plein de mouvements sociaux. En '78-79, je défendais avec plus de vigueur les gains réalisés par l'ANEQ; d'une façon réaliste, sans nier ces gains-là, je trouve que ce qu'on a encore plus gagné, c'est toute une formation.

La lutte des prêts-bourses, ça a été le ciment du mouvement étudiant à travers les années... Ça m'a très vite amené à comprendre l'essence des luttes, l'essence de l'organisation étudiante et ça a galvanisé ma conception du monde.

... Le constat d'évaluation des vingt ans du cégep? Il me semble que pour le milieu populaire, c'est toujours pas façonné pour les besoins du monde. Il faudrait rendre le «haut savoir» plus proche du monde et avoir plus d'incitatifs économiques, des conditions favorables pour permettre au milieu populaire de s'intégrer dans ces milieux de formation-là.»

JEAN LATRAVERSE, dessinateur dans un bureau d'arpenteurs.



Philippe Duhamel, Membre de l'Alliance pour une action non-violente, il travaille au Comité chômage sud-ouest de Montréal.

## En '88, L'époque de la solidarité n'est pas révolue

« **M**algré la fatigue, je fais une évaluation très positive de la lutte actuelle. Même si au départ, je défendais l'importance de la grève cet automne, j'avais des doutes sur notre capacité de la faire... Mais les assemblées générales se sont finalement soldées par 32 associations étudiantes en grève pendant trois jours; c'est largement au-dessus de ce que j'espérais. Ça a créé un climat de confiance et démontré que la solidarité existait encore... Dès qu'un étudiant ou une étudiante avait le malheur de faire un appel à la solidarité en assemblée générale, le monde se bidonnait; on disait que c'était du passé, quelque chose de vieux, de fini... Le fait qu'une majorité de cégeps soit en grève, ç'a brisé ce schéma-là... »

...Par rapport au ministre de l'Éducation, Claude Ryan, on a fait des pas énormes. Avant la grève, il parlait d'une réforme peut-être déposée avant la fin de l'année, mais sans plus d'engagement. Dès la grève, il s'est mis à crier que la réforme s'en venait et que c'était ridicule de se battre tout de suite. En s'avançant plus là-dessus, ça lui donne moins de marge de manoeuvre pour la retarder encore longtemps... Il parle maintenant d'améliorations possiblement amenées pour l'an prochain: des ajustements comme de baisser la contribution parentale ou donner un peu plus pour les régions éloignées. J'ai l'impression que tout ça le place sur la défensive et va permettre d'éviter des reculs à tout le moins. La réforme aurait pu comporter beaucoup de reculs s'il n'y avait pas eu la mobilisation. M. Ryan avait souvent répété qu'il n'était pas question d'investir de nouveaux argents dans le régime et que 50 à 60 000 des 130 000 bénéficiaires de prêts-bourses n'en avaient pas vraiment besoin. La réforme qui s'en venait était corcée et même si la menace n'est pas écartée, ça lui met plus de pressions...

...Le monde réalise que c'est vrai qu'il y a de gros problèmes au régime des prêts-bourses et que les gens soient prêts, cet automne, à se mobiliser dans une lutte offensive, c'est la preuve qu'ils ont compris...



ROBERT FRÉCHETTE — AGENCE STOCK

**Marie-Josée Latour**, membre de l'exécutif de l'ANEEQ, l'Association nationale des étudiants et étudiantes du Québec.

Certains prétendent que les associations étudiantes sont complètement désorganisées mais que quand un des deux grands dirigeants de l'ANEEQ y met les pieds, la grève est votée. C'est complète-

ment faux! Il y a plein de places où on n'a jamais mis les pieds et qui nous ont appelé pour nous dire: «On embarque, on fait la grève.» Sans la surévaluer pour autant, je suis vraiment impressionnée par l'ampleur de la lutte... Au bout du compte, ça crée une prise de conscience chez le monde et ça, c'est très positif. Ça donne de l'énergie plus que ça en enlève...

... Le bilan des vingt ans du cégep? Ça me semble un élément important de la démocratisation de l'éducation au Québec. Même s'il y a encore plein d'améliorations à apporter, c'est déjà nettement plus accessible que l'université. Ce qui me dépasse, c'est le fonctionnement des cours magistraux et que les gens ne prennent pas plus en charge leur éducation. Les raisons des échecs et abandons dépassent pour moi les raisons financières; c'est aussi parce que les gens ont l'impression de se faire bourrer le crâne. Il y a là aussi quelque chose à changer...»

### EN BREF... POUR LES AMATEURS DE CHIFFRES

- \* On dénombrait en '87, 131 763 étudiant-e-s dans les cégeps publics du Québec soit 5 352 de moins qu'en '83 (baisse de 4%). Durant la même période ('83-'87), la population étudiante des collèges privés a augmenté de 4 108 passant de 16 778 à 20 886 (hausse de 24%).

**Source:** Conseil des Collèges.

- \* Le taux de fréquentation scolaire des jeunes de 18 à 24 ans est plus élevé au Québec qu'en Ontario (27,6% contre 23,3%). Toutefois, le niveau de fréquentation universitaire pour le même groupe d'âge favorise nettement l'Ontario (15,6% contre 11%).

**Source:** Pierre W. Bélanger, **Recherches Sociographiques**, septembre 1986.

- \* Les étudiants des cégeps consacrent plus de 50 heures par semaine à leurs études et à leur emploi, révèle un sondage SORÉCOM réalisé pour la Fédération nationale des enseignants et enseignantes du Québec, syndicat affilié à la CSN.

Les résultats tracent un portrait de l'étudiant moyen du niveau collégial. On voit notamment que celui-ci consacre à chaque semaine un peu plus de 20 heures à ses cours, 12 heures aux travaux scolaires, et 16 heures à un emploi.

48% des étudiants des cégeps travaillent, à un salaire horaire moyen de 6\$. Ainsi, prêts et bourses inclus, les cégépiens ont un revenu annuel moyen de 3 334\$. Un tiers d'entre eux ont des dettes, pour un montant de 3 600\$.

**Source:** les étudiants vivent la semaine de 50 heures, **La Presse**, 8 avril 1988.

# Tableau sur les luttes étudiantes

ANNÉE	REVENDEICATIONS	LUTTES	MODIFICATIONS	AUTRES EFFETS
1964-68	<ul style="list-style-type: none"> <li>Éliminer retards dans les prêts-bourses</li> <li>Gratuité scolaire (1er pas: gel des frais de scolarité)</li> <li>Instituer un régime selon les besoins réels des étudiants</li> <li>Service civique obligatoire lié à la reconnaissance du concept de jeune travailleur intellectuel qui mérite une rémunération. Contre le cheap labour</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Manifestations</li> <li>Représentations, mémoires</li> <li>Lobby</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Baisse des frais de scolarité</li> <li>Augmentation des bourses et diminution des prêts</li> <li>Réaménagement des normes de calcul</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Union générale des étudiant-e-s du Québec (UGEQ) reconnue comme interlocuteur et représentant crédible des étudiant-e-s.</li> </ul>
1968	<ul style="list-style-type: none"> <li>Clarification de la position du Ministère de l'Éducation sur les prêts-bourses</li> <li>Création d'une 2ème université francophone à Montréal</li> <li>Contestation globale du système économique du Québec</li> </ul>	<p>1<sup>o</sup> <b>Octobre</b>: 15 cégeps sur 23 en grève générale illimitée et occupation des cégeps.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Très grande répression administrative Essoufflement après deux semaines.</li> </ul> <p>2<sup>o</sup> <b>Novembre</b>: Réaction étudiante à la répression qui continue contre les leaders. Nouvelles occupations mais dans moins de cégeps. La répression s'amplifie. Fin de la lutte.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nil</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Découragement des militant-e-s et dissolution des associations étudiantes locales et de l'UGEQ.</li> <li>On doit néanmoins attribuer une partie du crédit de la création de l'Université du Québec à cette lutte.</li> </ul>
1974	<ul style="list-style-type: none"> <li>Éliminer retards dans les prêts-bourses</li> <li>Décentralisation pour tenir compte des disparités régionales</li> <li>Abolir la dépendance des parents</li> <li>Révision globale des critères</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>33 cégeps en grève et en occupation du 20 novembre au 15 décembre.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Abolition de la contribution des parents dans le calcul des prêts</li> <li>Diminution progressive sur quatre ans de la contribution parentale dans le calcul des bourses</li> <li>Diminution de la contribution de l'étudiant-e pour la rendre conforme aux gains réels.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Création de l'Association nationale des étudiants et étudiantes du Québec le 22 mars 1975.</li> </ul>
1978	<ul style="list-style-type: none"> <li>Gratuité scolaire</li> <li>Remboursement des prêts six mois après l'obtention d'un travail plutôt que six mois après la fin des études</li> <li>Reconnaissance de l'autonomie des étudiant-e-s (Statut d'indépendance et non-résidence)</li> <li>Mettre fin à l'endettement</li> <li>Tenir compte de la situation réelle</li> <li>Même allocation de subsistance pour niveaux collégial et universitaire</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Plus de trente cégeps en grève et en occupation. Débute le sept novembre et se poursuit jusqu'à la fin de la session.</li> <li>Manifestation de 8 000 étudiant-e-s à Québec le cinq décembre</li> <li>Occupation des bureaux de députés.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Remboursement débute après six mois de travail</li> <li>Plus de bourses pour les gens avec personnes à charge.</li> <li>Diminution de la contribution des parents</li> <li>Abolition de la différence cégep/université pour l'allocation de subsistance.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Formation d'un nombre important de militant-e-s qu'on retrouvera longtemps à l'ANEEQ et dans les organisations populaires.</li> </ul>
1984	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mettre fin à l'endettement</li> <li>Tenir compte de la situation réelle concernant le statut de dépendance et de résidence, et concernant la contribution minimale provenant du travail d'été</li> <li>Statut d'indépendance pour les étudiantes enceintes</li> <li>Retrait du règlement des études collégiales</li> <li>Abolition de la loi 32 sur la reconnaissance des associations étudiantes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dans certains cégeps, jusqu'à trois semaines de grève.</li> <li>20 cégeps et une université en grève</li> <li>Manifestation de 2 500 étudiant-e-s.</li> <li>Mobilisation des étudiant-e-s du secondaire difficile à encadrée...</li> <li>Occupation massive d'un édifice gouvernemental</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pas de modification mais mise sur pied d'un comité de travail multipartite sur une réforme du régime.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Relance du syndicalisme de combat et de l'ANEEQ qui était devenue moribonde et cédait le leadership aux nouvelles associations prêchant la concertation avec l'État.</li> </ul>

(Données en partie recueillies dans **Le mouvement étudiant québécois: son passé, ses revendications et ses luttes**, de Pierre Bélanger, édité par l'ANEEQ.)

1986	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Gel des frais de scolarité</li> <li>• Réforme des prêts-bourses sur la base de la plate-forme de '84</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 25 cégeps et universités en grève</li> <li>• Mobilisation universitaire plus forte qu'à l'habitude</li> <li>• Occupation de la permanence du parti libéral</li> <li>• Manifestation de 3 000 étudiant-e-s</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Gel des frais de scolarité</li> <li>• Prime de 400\$ pour les étudiant-e-s des cégeps éloignés</li> <li>• Statut d'indépendance pour les étudiantes enceintes dès la 20ème semaine.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'avenir démontrera s'il était pertinent de déclencher une grève illimitée sur une lutte offensive qui pour être victorieuse aurait exigé un plus grand nombre d'institutions en grève et pour une période beaucoup plus longue.</li> <li>• À ne pas oublier pour l'an prochain: Réforme du régime d'aide financière, et hausse importante des frais de scolarité.</li> </ul>
1988	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Plate-forme de '84</li> <li>• Priorisation en cours de négociation: <ul style="list-style-type: none"> <li>— diminution de la contribution des parents</li> <li>— abolition de la contribution du conjoint</li> <li>— aide financière pour étudiant-e-s à temps partiel</li> <li>— tenir compte des besoins réels des dépendants non-résidents</li> <li>— amélioration de la situation des étudiant-e-s</li> <li>— des régions éloignées.</li> </ul> </li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 33 cégeps en grève de trois jours</li> <li>• 20 associations en grève illimitées (2 assoc. universitaires)</li> <li>• Mobilisation spontanée de quelques institutions d'enseignements privées.</li> <li>• Appui public d'une douzaine d'organismes syndicaux et populaires.</li> <li>• Le mouvement s'essouffle après trois semaines.</li> </ul>	• Nil	

## Gagner la lutte des prêts-bourses

par JEAN ROBITAILLE

L'Association nationale des étudiants et étudiantes du Québec (ANEEQ) semble toujours enfourcher le même cheval de bataille. Sourire en coin, les «anciens» doutent de la pertinence de répéter encore une fois, une lutte vieille de vingt ans qui comme un bouton de fin d'adolescence tarde à aboutir. Pourtant, on ne peut certainement pas attribuer à l'idéalisation ou à la méprise des étudiant-e-s cette coïncidence de revendications.

Derrière un souci constant de démocratisation, les mouvements étudiants ont cherché à obtenir un régime garantissant l'accessibilité égale pour toutes et tous à tous les niveaux d'enseignement. Au fil des ans, des modes, des cheveux qui, comme les jupes, allongent ou raccourcissent, quatre grands thèmes de revendication traversent les générations. Il s'agit de la gratuité scolaire, de l'autonomie financière, du problème de l'endettement et finalement, du calcul de l'aide financière sur la base de la situation réelle de l'étudiant-e.

Notons aussi, l'émergence au cours des années '80 des revendications féministes à l'intérieur de la plate-forme des prêts et bourses. Le tableau ci-contre montre qu'il n'y a pas eu de réforme majeure du régime d'aide financière. Néanmoins, il ressort que des bonifications significatives de différentes clauses du régime ont été obtenues. En clair, il n'y a eu ni victoire totale, ni échec total. On a

plutôt assisté à la préservation d'acquis (gel des frais de scolarité) ainsi qu'à une lente amélioration du système visant à tenir davantage compte de la situation réelle. Mais au chapitre des points chauds que constituent la reconnaissance de l'autonomie financière des étudiant-e-s et de la lutte à l'endettement, rien de concret n'a encore été proposé. La future réforme du ministre Ryan s'y attaquera-t-elle?

### Des luttes presque imprévisibles qui affectent surtout les cégeps

L'analyse du déroulement des luttes étudiantes révèle aussi certaines constantes. Les associations étudiantes universitaires (à l'exception de l'UQAM) ont été très peu impliquées dans les mouvements de grèves illimitées. Présentes aux manifestations et à l'occasion des journées d'études, elles ont laissé le leadership aux cégepiens. Ceux-ci ont démontré la capacité de se mobiliser rapidement et sans préavis. Un cégep déclenche la grève un jour et une semaine plus tard, 25 autres ont suivi. La mèche une fois allumée ne tarde pas à faire sauter le baril.

Cependant, quoique regroupant la majorité, ces mouvements de grèves illimitées n'ont jamais pu réellement se généraliser à l'ensemble des cégeps. On a touché difficilement plus de 2/3 des institutions collégiales. La région de Montréal

a, quant à elle, toujours connu des problèmes de mobilisation. Souvent, cela s'est avéré être l'épine au pied du mouvement étudiant. C'est à Montréal qu'on retrouve les cégeps les plus peuplés. C'est aussi à Montréal que l'attention des médias nationaux est portée. Que 95% des étudiant-e-s du cégep de St-Félicien votent en faveur de la grève, cela n'impressionnera guère les journalistes si l'assemblée générale du cégep d'Ahuntsic n'attire que 200 personnes. La situation inverse ferait pourtant des malheurs dans les salles de rédaction!

Difficiles à prévoir, bien que préparées de longue haleine par les leaders étudiants, ces luttes s'amorcent sans grande formation préalable de la base étudiante. C'est un handicap sérieux pour des luttes offensives qui, après une dizaine de jours, commencent déjà à s'essouffler. La répression policière (à coups de matraque), judiciaire (à coups d'arrestations et d'injonctions) et administrative (à coups d'expulsions et de récupération) laisse aussi ses marques.

### Des effets multiples

C'est au niveau des conséquences de ces luttes qu'on retrouve le moins de constance. Dans certains cas ('74 et '84), on a vu la résurgence d'un mouvement étudiant combatif alors que '68 a plutôt sonné le glas des associations étudiantes.



par JEAN FOREST

## DE LA PUB... POUR UNE PUB

Même si l'on parle de ci de là de grands projets de récupération et de recyclage, ils demeurent rarissimes les messages qui nous motivent à poser des gestes concrets pour mettre un frein au gaspillage. Cette publicité publiée régulièrement dans la revue L'ÉCHO LOGIQUE, «la revue des gens du Fjord», par le Comité d'environnement de Petit-Saguenay, mérite qu'on la retienne parce qu'elle nous dit pourquoi récupérer du papier et surtout pourquoi encourager ceux qui le font:

«Parce que, chaque année, l'enfouissement des déchets nous coûte très cher en plus de polluer nos sources souterraines.

«Parce que, chaque année, au Québec seulement, on jette vingt millions d'arbres dans nos dépotoirs en papier gaspillé.

«Parce que, chaque fois que vous sauvez un mètre cube de papier, vous évitez l'abatage d'un arbre.

«Parce que le papier fait à partir de fibres recyclées demande moins d'énergie et pollue moins l'environnement».

## ET SI L'ON DISAIT NON AUX DÉCHETS RADIOACTIFS?

L'une des conclusions du grand reportage diffusé récemment par Le Point de Radio-Canada sur la pollu-

tion du Saint-Laurent affirmait qu'il faut absolument que les industries arrêtent d'utiliser des substances toxiques parce que, quoi qu'on fasse, elles finissent par se retrouver dans la chaîne alimentaire.

Un lecteur dans une «libre opinion» de L'ATTISÉE, le journal communautaire de St-Jean-Port-Joli, suggère un moyen, sans doute efficace, de forcer la main des industries polluantes: il s'agit d'interdire ou de rendre prohibitif le transport de déchets dangereux dans le territoire d'une municipalité ou d'une MRC. L'auteur parle des substances radioactives, évidemment les plus menaçantes, mais on peut penser que cela pourrait s'appliquer à tout ce qui risque de causer des torts irréparables à l'environnement et à la santé des gens.

Au sujet des combustibles irradiés qui transitent sur nos routes, il dit qu'ils sont tellement radioactifs «que si vous vous en approchiez à un mètre sans protection, vous seriez certain d'en mourir». Il rappelle ensuite que des municipalités comme Cornwall, Milles Iles, Détroit et Ogdensburg s'y opposent déjà à moins que la compagnie détienne une assurance de 500\$ millions. Plus que ça, des états comme le Vermont et le Michigan en interdisent carrément le passage sur leurs territoires.

Une telle décision demande du courage politique mais les résultats auraient vite pour effet de forcer les pollueurs à changer leur fusil d'épaule, non?

## LE CANADA FAIT SA LARGE PART DANS L'OTAN

On entend parfois dire qu'au chapitre des dépenses militaires, le Canada fait piètre figure au sein des pays membres de l'OTAN. C'est complètement faux, nous révèle un encadré paru dans le numéro 3 de la revue OPTION PAIX. Les chiffres cités sont inquiétants et il est intéressant de les garder en mémoire en temps d'élections.

«Le Canada est parmi le premier 10% des pays les plus dépensiers à ce chapitre, nous dit-on, plus exactement le douzième en termes de dépenses militaires, précédé seulement par des pays comme l'Iran et l'Irak ou encore l'Arabie Saoudite. 90% des pays du monde, soit un total de 130, dépensent moins que notre pays. Même s'il n'est en aucune façon menacé militairement, le Canada est la 6e puissance militaire de l'OTAN, sur un total de 16. De 1980 à aujourd'hui, le budget de la défense a augmenté de 50% au Canada alors qu'il a augmenté de 44%, en termes réels, aux États-Unis».

Ce numéro d'OPTION PAIX, une revue d'information sur le désarmement et la paix, contient un article sur le commerce de l'uranium dans le monde dans lequel le Canada tient la première place, également trois articles sur les conditions de paix entre la Palestine et Israël et un dossier, signé Pacijou, intitulé: La militarisation de nos enfants.

## UNE PRESSE QUI REFUSE DE MOURIR

Rares sont les personnes qui se surprendront d'entendre dire que la presse communautaire éprouve de plus en plus de difficultés à survivre dans un contexte de concentration de la presse hebdomadaire.

Ceux et celles qui relèvent le défi, semaine après semaine peuvent difficilement s'empêcher de faire état de cette situation mais aussi de l'espoir qu'ils-elles portent de conserver des journaux démocratiques, libres et voués à une information de qualité. Au cours des dernières semaines, LE MONDE de St-Michel qui a cinq années d'existence, LA GAZETTE POPULAIRE de Trois-Rivières qui en a quatre et L'AVIS DE QUARTIER de Limoilou qui en a une, ont tour à tour rappelé les objectifs qu'ils poursuivent et redit leur volonté de subsister en dépit des difficultés qu'ils éprouvent.

Autrement dit, quoi qu'on fasse, le désir de faire «avec le monde» une presse locale axée d'abord sur les intérêts de la communauté environnante sera toujours porté par plusieurs dans les différents coins du Québec et, sans aucun doute, survivra aux tentatives toujours renouvelées de s'accaparer des médias pour en faire avant tout des machines à profit.



## Lettre aux dames de coeur... écoeurées!

**E**ntre nous, que peut-on espérer de Jean-Paul? Un miracle? Une conversion? À moins d'un véritable accident de parcours, je ne pense pas qu'il faille attendre rien de nouveau de Jean-Paul.

À la limite, on peut souhaiter qu'il se tourne la langue sept fois avant de parler des femmes ou de ce qui les concerne. Parce qu'à chaque fois, il rate une superbe occasion de se taire ou de les laisser dire elles-mêmes ce qu'elles pensent! (Eh oui, elles pensent et à autre chose qu'aux autres).

Avez-vous déjà eu l'occasion de demander à un pendu son opinion sur la peine de mort? À moins d'un cas d'aliénation profonde, vous vous doutez de la réponse à mille lieues de l'objectivité. Demandez au magnat de la plus grande institution patriarcale ce qu'il pense de la place des femmes dans la société en général et dans la sienne... en particulier et il vous

servira une lettre apostolique de 120 pages intitulée *Mulieris dignitatem*... fruit d'une «féconde» méditation solitaire. Aucune révolution à l'horizon. Le fond il persiste, et signe Jean-Paul II.

Entre la femme-interlocuteur de l'homme (son autre moi), à la seule, vraie femme, la vierge-mère-épouse, il n'y a pas grand place pour nous, les célibataires, — pas mères, — pas vierges, et pour toutes les autres mères célibataires et divorcées. Pour le reste de la lettre (119 pages et demi), je vous suggère fortement d'inviter quelques unes de vos camarades d'infortune à la rire ensemble en partageant une bonne bière, une cuvée du St-Père ou un Château-neuf du pape... selon vos moyens. Peut-être arriverez-vous aux mêmes conclusions que moi... qui finalement ne sont pas si différentes de celles de Jean-Paul.

Jean-Paul dit: Non au sacerdoce des femmes. Les femmes n'ont pas à troquer

leurs qualités féminines dans leur recherche de l'égalité, pour une quelconque masculinité.

Je réponds: «C'est être en effet fort peu ambitieuse que de vouloir être l'égale de l'homme dans certaines institutions hiérarchisées fondées sur le pouvoir comme l'armée, la police et l'état, comme... l'église catholique.

J'entends des femmes (et des hommes) me dire: il faut y entrer pour les changer. Nous y sommes déjà... et nombreuses. En faut-il de l'endurance et de la foi, pour y demeurer. Que cette présence soit sinon reconnue, du moins remarquée!

Sachez mes soeurs, qu'au Collège militaire de St-Jean, lorsqu'une officier-femme (sic) lance un ordre à une recrue (re-sic)... celle-ci répond: «oui m'sieur!».

NICOLE BRAIS

## LE MONDE VU D'EN BAS





## «La guerre n'est pas un jeu»

par JOSÉE GAUTHIER



*«Bonjour. Je m'appelle Marie-Eve Turcotte et je vous souhaite bienvenue à la conférence de presse sur «La guerre n'est pas un jeu».*

**L**es élèves de la 5e année de Diane Savard (école de Salaberry, Chambly) affichent haut leurs couleurs. Après un colloque sur «La guerre n'est pas un jeu» et la confection d'histoires pour les petits de 1ère, on alerte aujourd'hui les plus grands. L'atmosphère est fébrile. Les journalistes ont répondu à l'appel: le journal local, le Journal de Montréal, Radio-Canada, Quatre-Saisons et Vie Ouvrière ont mandaté leur personnel. Quatre femmes, un homme. (Mais ça, c'est une autre histoire. Comme dans Pierre et le Loup). De mémoire de journaliste, aucune conférence de presse n'a été si bien orchestrée: accueil à l'entrée; dossier de presse coloré, agrémenté de bonbons et de ballons, jus, muffins et gâteaux à profusion. Mais surtout, des intervenantes et intervenants bien préparés, en pleine possession de leur dossier. «La guerre n'est pas un jeu», on en parle

ici avec tout le sérieux et la responsabilité que cela mérite. Jamais, autant de mains ne se sont levées pour répondre aux nombreuses questions des journalistes. Rambo, G.I. Joe, Captain Power, Shera et leurs amis Rocky, Silvester Stallone, Jame Miller et Arnold Sheirseinneger peuvent reprendre l'avion, direction «ailleurs». À Chambly, des enfants de 5e année les ont mis à la porte.

### Mots d'enfants

C'est très important pour nous de convaincre tous les enfants du monde de ne plus jouer et écouter des films de guerre. (Isabelle Landry)

La guerre pour vrai, c'est comme à la télé mais sauf que les personnes meurent pour vrai et qu'à la télé, ils font semblant de mourir. (Marc-André Perron)

Les jouets de guerre, ça peut être pour les filles comme pour les gars. Avant, je m'achetais beaucoup de Shera. C'est pas le sexe qui fait la différence. Le lien entre les femmes battues et la guerre est que la guerre, c'est deux pays en guerre, c'est la mort et même la souffrance. Les femmes battues, c'est deux personnes une contre l'autre: une personne qui accuse l'autre d'avoir fait quelque chose même si des fois, c'est juste de ne pas avoir repassé son pantalon. (Mélanie Limoges)

Moi, j'ai un cousin qui se prend pour Rocky ou Rambo. Aux pauses publicitaires, il a une certaine réaction qui peut donner des coups... Je connais aussi un adulte qui se prend pour James Bond. (Rachel Boulanger)

Moi, en m'engageant à donner des jouets de guerre, j'ai dit à ma mère: «Là, je les donne mais je veux pas que tu m'en achètes d'autres à Noël. Je me suis engagée en en donnant à ne plus en recevoir. (Marie-Eve Fournier)

La sculpture pour la paix qu'on va faire avec les jouets de guerre recueillis, est-ce que c'est juste une affaire d'enfants? Non, c'est aussi pour dire aux grands d'arrêter la fabrication. (Yannick Malouin)

### Histoire vécue

À 11 ans, Donald Carrière a déjà l'étoffe d'un organisateur. Tablette cartonnée à la main, c'est lui qui recevait les journalistes dès leur entrée dans la classe. Pour fins d'identification, s.v.p. Inscrire son nom sur la feuille lignée prenait des allures de livre d'or car on sentait déjà que cette conférence de presse peu ordinaire allait passer à l'histoire. Celle des grands.

À l'issue de la rencontre et malgré midi qui approchait, Donald Carrière a bien voulu nous accorder une entrevue.



**Vie Ouvrière:** Qu'est-ce que c'est un jouet de guerre?

**Donald Carrière:** C'est un jouet en vert... vert pâle, vert foncé. Ça a des carabines, c'est violent, ça tue des gens... ben, les autres bonhommes de G.I. Joe, mettons.

### Points de repère

Le thème «La guerre n'est pas un jeu» s'inscrit dans une vaste campagne menée par plusieurs organismes afin de faire de 1988-89, l'année des jouets pour la paix au Québec. L'objectif: inviter les parents à cesser l'achat de jouets de guerre aux enfants et les diffuseurs à investir dans la production d'autres types d'émissions. On sollicite aussi des idées pour de nouveaux jeux, jouets ou livres de contes alternatifs et pour la paix.

Au primaire, la cueillette de jouets de guerre donnera la matière première de deux sculptures pour la paix, éventuellement installées en permanence à Montréal et à Québec. Les jouets recueillis ont été dévoilés lors des Marches pour la paix tenues à la fin d'octobre.

Au secondaire et dans les cégeps, le concours de publicité avait comme thème:

«Pourquoi il ne faut pas acheter de jouets de guerre à Noël?» On espère qu'entre le 5 novembre et le 24 décembre, les journaux et stations de radio acceptent de diffuser gracieusement les meilleurs «produits» conçus par les étudiants.

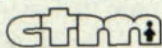
Le groupe **Pacijou** dispose d'une grande quantité d'information sur les jouets de guerre et peut fournir plusieurs pistes de réflexion pour un dossier à ce sujet. Pacijou, 3584 Chambly, Montréal, H1W 3J9. Tél: (514) 527-2611...

**V.O.:** En as-tu?

**D.C.:** Oui. J'ai le docteur, l'espion — il est tout en noir, tu lui vois rien que les yeux, il

a ses étoiles de Ninja et un sabre — et j'ai le plongeur en dessous de l'eau avec ses palmes, son masque, ses bonbonnes.

**Pour préserver nos acquis  
gagnés par des générations  
d'hommes et de femmes  
dont les espoirs,  
le combat, les victoires sont racontés  
dans l'histoire du**



En vente dans les librairies et au CTM  
2100, Papineau, 2e étage  
527.3666



ADULTES — MILIEUX PLURIETHNIQUES — ADOLESCENCE  
HANDICAPÉS — ENFANTS — ALPHABÉTISATION — F

SION  
MEN  
DIFF  
ADO  
ALPH  
PRIM  
ACCI  
ADU  
HAN  
SION  
MEN  
DIFF  
ADO  
ALPH  
PRIM  
ACCI  
ADU  
HAN  
SION  
MEN  
DIFF  
ADO

**L'ÉCOLE  
PUBLIQUE**

**L'ÉCOLE  
POUR  
TOUT LE  
MONDE**



Alliance des professeures  
et professeurs de Montréal (CEQ)

**V.O.:** Les as-tu achetés?

**D.C.:** Non, on me les a donnés à Noël.

**V.O.:** As-tu participé à la cueillette de jouets de guerre?

**D.C.:** Oui. J'ai donné deux transformers et un bonhomme de G.I. Joe.

**V.O.:** Tu les as donnés sans même qu'ils soient brisés. Ça n'a pas dû être facile?

**D.C.:** J'y ai pensé longtemps. J'ai hésité parce que je jouais avec souvent. Mais j'en ai parlé à mes parents puis, ils ont demandé que je les donne parce que ça va m'aider à ne plus jouer et à être moins violent.

**V.O.:** Mais tu joues à quoi, maintenant?

**D.C.:** Mes parents m'ont acheté un petit jeu de hockey, c'est à ça que je joue... de toutes façons moi, je suis un sportif.

**V.O.:** Qu'est-ce que ça va changer d'avoir donné un jouet de guerre?

**D.C.:** Ça va changer que je serai moins violent avec les autres personnes.

**V.O.:** As-tu fait rire de toi en parlant de «La guerre n'est pas un jeu»? Est-ce qu'on t'a crié des noms?

**D.C.:** Non, parce qu'on veut tous la paix, nous, dans notre classe.

**V.O.:** À un ami ou une amie d'une autre planète ou d'un autre pays qui ne sait pas ce qu'est la guerre, comment pourrais-tu le lui expliquer?

**D.C.:** C'est des gens avec des fusils qui se tirent et font brûler les maisons avec des grenades. Il y a aussi des sous-marins qui tirent.

**V.O.:** Comment sais-tu tout ça?

**D.C.:** Ben, j'écoute des films, des fois.

**V.O.:** Est-ce qu'il y a des guerres dans la «vraie vie» ou si c'est seulement dans les films et à la télévision?

**D.C.:** Oui, ben une fois dans la mer, ils ne voulaient pas qu'on aille chercher de l'huile ou du gaz, fait qu'ils ont mis des missiles dans l'eau pour pas qu'on passe... Puis, en Chine aussi, il y a de la bataille... Ben, il y en a dans beaucoup de pays.

**V.O.:** Nous, est-ce qu'on peut faire quelque chose pour arrêter ça la guerre?

**D.C.:** Arrêter de faire venir des avions — des F-18 —, des sous-marins et des bateaux.

**V.O.:** Qui fait venir ça des F-18?

**D.C.:** Ben, c'est le gouvernement!



**V.O.:** Justement, dans un peu moins d'un mois, on va élire un Premier Ministre entre MM. Mulroney, Turner et Broadbent. Penses-tu que ces gens-là sont d'accord avec vous pour dire que «La guerre n'est pas un jeu»?

**D.C.:** Moi, je dis que non parce qu'ils ne veulent pas arrêter de s'armer.

**V.O.:** Si des enfants lisent cet article et qu'ils sont d'accord avec toi, qu'est-ce qu'ils peuvent faire? N'oublie pas que la cueillette de jouets et la marche du 29 octobre pour le désarmement, ça va être du passé.

**D.C.:** Ben... s'il reste encore des jouets de guerre, encore les donner. On va faire une autre sculpture! ■

Affiche primée dans le cadre du concours organisé par Pacijou, la Fédération nationale des enseignants et enseignantes du Québec (FNEEQ), la Confédération des syndicats nationaux (CSN) et la Centrale d'enseignement du Québec (CEQ).

**Artistes:** Mylène Lajoie, Benoît Larmarche et Sophie Thibaudeau, étudiants au Collège Jean de Brébeuf de Montréal.

## LA SANTÉ-SÉCURITÉ? OUI... MAIS PAS À NOS DÉPENS!

À la mi-octobre, le **comité d'action santé-sécurité de la CSN** a organisé un colloque dont le thème complétait celui retenu par la CSST pour la semaine de la santé-sécurité au travail: «**La santé-sécurité ça s'apprend... mais pas à nos dépens!**» On en a profité pour faire le point sur des éléments qui posent problèmes aux militantes et militants affilié-e-s à la CSN soit: la prévention, l'aspect médical et les stratégies patronales en matière de santé-sécurité. On y a entre autres dénoncé la pratique des contre-expertises imposées aux accidenté-e-s du travail, les tentatives répétées du Conseil du patronat du Québec de faire reconnaître la notion de «risques professionnels» plutôt que celle de «conditions dangereuses de travail» et la prolifération des firmes de contrôle d'absence ou de gestion de la santé-sécurité au travail. Conclusion: La santé-sécurité doit s'apprendre... **MAIS PAS À NOS DÉPENS!**

## UN AGENDA QUI PENSE

Plus qu'un an avant le 50<sup>e</sup> anniversaire de l'obtention du droit de vote des Québécoises. Un rendez-vous à inscrire dans l'**Agenda des femmes (1989)**. Pensé par Femmes en tête<sup>1</sup> en collaboration avec les Éditeurs du Remue-ménage, le «carnet de bord» se veut un agenda bilan, un agenda réflexion. Au fil des jours, l'histoire se

tisse: «J'me souviens des manifestations des suffragettes sur la rue St-Denis, avec Mme St-Jean et Mme Casgrain... Je votais comme je voulais. J'y disais, j'ai voté comme toi mon homme, pis je faisais le contraire. Il ne l'a jamais su!»

Parsemé de textes et de citations, l'**Agenda des femmes (1989)** raconte la naissance du droit de vote des femmes du Québec, questionne le mythe d'un comportement électoral féminin, fait état de la double discrimination des femmes autochtones et sème un vent de folie. Sans oublier un regard du côté des origines et de l'histoire des luttes féministes et un clin d'oeil à la relève. À offrir et à recevoir en cadeau, (10,95\$).

## LE PETIT BUDGET

Conçu spécifiquement pour les gens à faibles revenus, **Le Petit Budget** vient les aider à tirer le meilleur parti possible de leur budget. Idéal pour ceux et celles qui vivent de prestations sociales, on y propose une méthode simple où la planification budgétaire, abordée sur une base mensuelle, respecte les limites imposées par le manque à gagner.

On rappelle qu'avant d'utiliser **Le Petit Budget**, la personne qui a des dettes gagne à consulter l'Association coopérative d'économie familiale (ACEF) de sa région. Il existe certaines solutions légales qui peuvent l'aider à alléger son fardeau. Réalisé par l'**ACEF de l'Est de Montréal**, le document y est disponible de même qu'à l'ACEF de votre région.

ACEF de l'Est de Montréal,  
6499 rue Azilda, Anjou, Qc.  
HIK 2Z8. — (514) 352-7880.

## LE CHÔMAGE N'A PAS D'ÂGE

Les personnes de **65 ans et plus** encore actives sur le marché du travail réclament le même droit à l'assurance-chômage que les autres travailleurs quel que soit leur âge. Avec l'aide du **Mouvement Action-Chômage** et l'appui des grandes centrales syndicales et de regroupements de personnes âgées, les 65 ans et plus demandent aux trois grands partis fédéraux de s'engager à légiférer dans ce sens après l'élection du 21 novembre. Cette action s'inscrit dans la foulée du jugement Tétreault-Gaboury rendu il y a quelques semaines. La Cour d'appel fédérale a alors accordé à une travailleuse de 68 ans ses prestations d'assurance-chômage qu'on lui refusait en raison de son âge.

Pour les chômeurs et chômeuses de la région, le **Mouvement Action-Chômage** de Montréal offre régulièrement des rencontres d'information sur la loi de l'assurance-chômage. L'organisme a aussi publié un recueil de conseils pratiques aux chômeurs et chômeuses (3\$). Information: **Mouvement Action-Chômage**, 6839 A, rue Drolet, 3<sup>e</sup> étage, Montréal, Qc. H2S 2T1. (514) 271-4099.

1. Organisme responsable de l'organisation des États généraux des femmes du Québec, en 1990.

## URGENCE — NICARAGUA

Suite à l'ouragan Joan, des organismes non-gouvernementaux nicaraguayens ont fait parvenir un S.O.S. à leurs partenaires québécois et à tous ceux et celles qui, au cours des dernières années, ont développé avec le peuple nicaraguayen des liens d'amitié et de solidarité. Ils ont besoin de tout...

Afin de répondre de façon concertée et plus efficace à cet appel à l'aide, bon nombre d'organismes québécois ont formé une coalition appelée **URGENCE-CANADA**, composée d'organisations non-gouvernementales, de syndicats, de groupes religieux, de solidarité, etc.

### Leurs objectifs:

— Obtenir que le gouvernement canadien débloque des fonds d'urgence pour venir en aide au Nicaragua et aux autres pays d'Amérique centrale touchés par l'ouragan.

— Obtenir du gouvernement canadien qu'il prévoit des fonds spéciaux pour la reconstruction au Nicaragua.

— Inviter la population québécoise à venir en aide à celle du Nicaragua en souscrivant au **FONDS URGENCE-NICARAGUA**.

On peut faire parvenir un don à: **URGENCE-NICARAGUA, SUCO Inc.**, 1265 Berri, bureau 210, Montréal H2L 4X4. Des reçus pour fins d'impôt seront émis.

# Le phénomène Jackson

(traduction d'extraits de «Signs of the times — Issues, Values, and the Rainbow Campaign in Election '88»)

Traduction: GERMAIN HÉBERT

Adaptation: GILLES DUGAL

**S**ans tenir compte du résultat final, le fait le plus important de la campagne électorale de 1988 est la campagne de Jackson. En effet, les nouvelles forces politiques que la campagne de Jesse Jackson a fait surgir et ce qu'elles annoncent pour le futur constituent le fait le plus marquant depuis plusieurs années. Comme l'affirmait un membre de l'entourage de Jackson à Atlanta: «La campagne de Jesse Jackson est l'événement numéro 1 des années '90»...

Ni l'attraction des démocrates pour

l'État-providence hiérarchique, ni la préférence des républicains pour l'économie de libre marché n'ont fait la preuve qu'elle est la solution à la croissance de l'injustice dans la société américaine et de l'écart grandissant entre les riches et les pauvres. D'un côté le contrôle social, de l'autre le non-interventionnisme ont échoué lamentablement pour instaurer plus de justice pour ceux que l'évangile de Matthieu nomme «les plus petits d'entre les siens».

C'est dans ces termes évangéliques que la campagne de Jesse Jackson prend tout son sens. En 1988, Jesse Jackson offre «une bonne nouvelle pour les pauvres». Ce sont les pauvres eux-mêmes qui supportent très majoritairement Jesse Jackson et ce sont eux qui fondent dans sa candidature le plus d'espoir pour le futur. Il n'est pas difficile de comprendre pourquoi. Dans la pensée de Jesse Jackson les pauvres sont une priorité. Ils sont importants. En effet, dans la campagne Jackson, les opprimés, les sans-droits, les délaissés, les oubliés sont la première priorité. Sa «Coalition Arc-en-Ciel» est une alliance de tous ceux qui ont été exclus dans «le rêve américain» et de tous ceux qui sont partie prenante de leur cause. À Atlanta, les délégués de Jackson étaient un arc-en-ciel en effet. Les premiers mots de son historique discours à la convention furent: «Je vois les visages de l'Amérique: rouge, jaune, brun, noir et blanc. Nous sommes tous importants aux yeux de Dieu».

## Sa base électorale

Cette année Jesse Jackson rafle la presque totalité du vote noir et se gagne

l'appui d'un grand nombre d'Hispaniques, d'Asiatiques et d'Américains de souche. Mais à la différence de 1984, les fermiers acculés à la faillite et les travailleurs blancs confrontés à l'éloignement à cause du manque de travail gagnent les rangs de l'Arc-en-Ciel. La campagne attire plusieurs femmes, la plupart des militants pour la paix et un nombre étonnant de membres des syndicats. Les cols bleus et les fermiers se sont solidarisés avec les cols blancs progressistes autour d'un espoir que l'Amérique peut faire mieux.

Une campagne qui met la priorité sur la justice pour les pauvres et les marginalisés est une chose rare aux États-Unis ou dans toute autre nation. Les prophètes de l'Ancien Testament affirment qu'une nation ne sera pas jugée sur ses richesses ou sa puissance militaire, mais sur la façon dont elle traite les plus faibles et les plus vulnérables parmi les siens. Cette façon biblique d'évaluer renverse presque totalement la logique des campagnes électorales modernes. Cette année ne fait pas exception. La campagne de Jesse Jackson est unique et est la plus près, et de loin, des priorités bibliques. La vraie grandeur nationale, dit-il à son pays, ne provient pas de l'accumulation de la puissance mais plutôt de la pratique de la justice et de la miséricorde.

La pensée de Jackson devient beaucoup plus puissante que son éloquence. Cette vision ne peut être qualifiée de façon adéquate ni de libérale ni de conservatrice. Elle se situe plus justement dans la tradition du peuple américain. Elle puise particulièrement sa force dans l'histoire libératrice des noirs américains qui a toujours été la plus grande source de la cons-



T.M. de Seguros, nov. 1988

cience et de l'âme de la nation.

Les victoires électorales de Jesse Jackson dans les primaires démocrates: (sept millions de votes, treize états, cent districts pour le Congrès) font de lui le mouvement populaire le plus significatif depuis le siècle dernier. «Il met de l'avant les préoccupations des petites gens» me dit une des déléguées (elle-même une de celles-là). Ses délégués croient qu'ils sont l'armoire d'une nouvelle majorité dans la mesure où ils élargissent leur base et diversifient leurs appuis électoraux.

## La manière Jackson

Jesse Jackson parle directement aux plus pauvres parmi les Américains quand il dit: «Quand ils mettent mon nom en nomination, ils mettent votre nom en nomination». J'entends ce sentiment exprimé très souvent sur le plancher de l'Omni d'Atlanta, et pas seulement de la part des délégués, mais de la part des personnes qui nettoient leurs chambres d'hôtel, font leurs lits, cuisinent leurs repas, lavent leur vaisselle et les conduisent en ville en autobus ou en taxi. Tous se retrouvent en Jesse Jackson... C'est en effet aux plus pauvres, au peuple sans voix dans la nation que Jesse Jackson s'adresse directement à la fin du désormais célèbre discours du mardi soir. Un peuple qui n'avait jamais auparavant senti qu'on lui parlait lors d'une convention politique nationale, spécialement par quelqu'un qu'ils reconnaissent comme l'un des leurs. C'est, je pense, le moment le plus émouvant des deux conventions:

«J'ai une histoire. Je n'ai pas toujours été présent à la télévision... Quand je suis né... aucun écrivain n'a demandé son nom à ma mère... Vous voyez, je suis né d'une mère adolescente qui est née elle-même d'une mère adolescente. Je comprends. Je connais ce que c'est qu'être abandonné et être objet de la méchanceté des gens. Ils vous disent que vous êtes rien, que vous êtes personne et ne savez rien faire. Je comprends. Je comprends réellement. Né dans une maison de trois pièces, avec la toilette dans la cour arrière, un vase de nuit sous le lit, sans eau courante chaude ou froide. Je comprends. Papier-tenture pour décoration? Non, pour isolation. Je comprends... Je suis né dans un taudis, mais le taudis n'est pas né en moi. Et il n'est pas né en vous et vous pouvez vaincre. Peu importe où vous êtes ce soir, vous pouvez vain-

cre... Vous ne devez pas abandonner... Gardez l'espoir vivant... Je vous aime beaucoup...

## Apport au parti démocrate

Jesse Jackson parle avec fierté de la manière dont la campagne de l'Arc-en-Ciel a donné plus d'envergure au parti, a ouvert le parti démocrate au niveau national, a réformé les règlements, pour les futures primaires et a gagné la confiance de l'électorat pour l'élection d'automne et une nouvelle administration démocrate. Entre autres gains, il nomme l'implication du parti face au bill Canyers au sujet de l'enregistrement des voteurs le même jour sur les lieux mêmes. Le bill Dellums au sujet des sanctions globales contre l'Afrique du Sud, des programmes économiques spéciaux pour les minorités, la législation concernant le soin des enfants et l'établissement d'un état pour le district de Columbia. Il répète encore à quel point sa campagne a demandé un changement radical de direction et son intention de continuer dans le même sens. «J'aurais souhaité que le Dr King soit là» ajoute Jackson...

Bentsen, (le candidat démocrate à la vice-présidence) félicite Jackson pour son leadership. Il loue les réalisations de Johnson et de Kennedy pour les droits humains et termine en s'exclamant «Nous pouvons faire la même chose». Jackson se lève pour conclure: «Les Noirs ont toujours eu la responsabilité paradoxale de sauver la nation pour réussir à se sauver eux-mêmes...

«Oui, Kennedy et Johnson ont changé des choses comme l'affirme le sénateur Bentsen. Mais c'était toujours dû à la fois à la Maison Blanche et à la pression qui venait de la rue. À ce moment la foule éclate en applaudissements. Jackson rappelle comment, après avoir gagné le prix Nobel de la paix, Johnson dit à Martin Luther King qu'il n'avait pas un appui suffisant au Congrès pour faire passer une loi sur le droit de vote. «Alors nous avons fait descendre les gens dans la rue à Selma et nous avons obtenu la loi sur le droit de vote. Nous devons persister à appliquer la pression de la rue». La foule applaudit à la leçon d'histoire que Dukakis et Bentsen reçoivent...

...«À la réunion familiale» qui suit, les prochaines étapes sont discutées: il est clair à quel point le mouvement acquiert de la maturité. «Le monde entier nous re-

garde» dit Jackson. «Nous n'arrêterons jamais de faire campagne, ça ne s'arrêtera jamais. Nous souffrirons ensemble, et notre souffrance ne sera pas vaine. Nous vainquons à chaque jour. Je sens que je prêche en ce moment (rire). La seule chose permanente dans tout ce projet c'est le respect de nous-mêmes. Nous avons progressé de façon incroyable, Dieu nous a bénis au-delà de toutes nos attentes. C'est tellement clair que nous allons poursuivre notre route. Peut-être n'irai-je pas jusqu'au bout, nos enfants iront. C'est le pari. Nos mentalités sont changées. Nous avons une nouvelle imagination. C'est seulement une question de temps, et le temps joue pour nous...»

## En guise de conclusion

De toute façon sans présumer des résultats de l'élection, la force politique rassemblée par la campagne de Jackson est là pour demeurer. Au moment où j'écris ces lignes, le rôle que les supporters de Jackson joueront dans la campagne Dukakis n'est pas encore clair. Bien sûr, l'influence réelle et la place que le courant de l'Arc-en-Ciel auront dans une administration Dukakis demeure aussi incertaines.

Il semble clair que Dukakis comme président reconnaîtrait plus la force politique que représente Jackson que le ferait Georges Bush. Avec les démocrates à la Maison Blanche, la Coalition de l'Arc-en-Ciel jouirait d'une plus grande légitimité, tout en demeurant une voix constante qui réclame un changement fondamental.

Sous une administration Bush, Jesse Jackson et ses électeurs pourraient facilement devenir la principale voix nationale d'opposition, au moins la plus articulée et la plus visible. Si les orientations économiques et politiques perdurent ou deviennent éventuellement pires, cette voix d'opposition pourrait réveiller plus de forces et se renforcer considérablement. Les tensions entre un mouvement politique tout centré sur une élection et un mouvement social prophétique sont très réelles et couvent toujours dans la Coalition de l'Arc-en-Ciel de Jackson. Une Maison Blanche avec Dukakis à sa tête pourrait accélérer le succès de la tendance électoraliste de la Coalition, alors qu'une Amérique avec Bush pourrait contribuer au développement du courant prophétique. ■

1. Auteur: Jim Wallis, éditeur de la revue *Sojourners*, Washington, novembre 1988.



# Les soutanes roses<sup>1</sup> des partenaires dans l'Église?

par GILLES DUGAL

À la fin des années soixante, les femmes font leur entrée au sein du personnel rémunéré de l'Église catholique du Québec. En 1983, les femmes laïques et religieuses constituent près de la moitié de ses ressources humaines: 68% d'entre elles travaillent en paroisse, 29% dans les structures diocésaines et 3% dans les mouvements.

Les «responsables» sont relativement moins nombreuses que les «animatrices» aux trois paliers de l'organisation ecclésiale. Les responsables sont plus souvent des religieuses. Seulement 9% des répondantes occupent des postes de directrice au niveau diocésain.

**L**es répondantes sont insatisfaites de leur rémunération. Pour la moitié d'entre elles, leur salaire leur est indispensable sur le plan financier. La majorité d'entre elles souhaite participer plus activement à la vie de l'Église et 70% sont en faveur de l'ordination des femmes à la prêtrise.

Les évêques du Québec veulent bâtir des rapports égalitaires entre les hommes et les femmes dans l'Église. Ils tiennent à cette main-d'oeuvre qualifiée, très généreuse de son temps... et critique. S'ils veulent conserver cet apport inestimable à la vie de l'Église, de l'an 2 000, ont-ils le choix d'associer immédiatement les femmes aux décisions à tous les échelons de l'Église du Québec?

«Les changements structurels de la société québécoise, le renouveau commandé à l'Église par l'événement du concile Vatican II et le mouvement des femmes ont contribué à l'émergence d'une plus grande participation des femmes à la pastorale officielle de l'Église» affirme Gisèle Turcot en introduction à l'étude.

### Profil de l'agente de pastorale<sup>2</sup>

L'agente de pastorale est âgée de 47 ans, elle provient d'une famille de milieu ouvrier ou agricole. Elle est religieuse dans un cas sur deux. Laïque, elle est mariée et mère de deux ou trois enfants. Elle est compétente, comptant plus de quinze années de scolarité. 80% de la population recensée possède aussi un diplôme dans un domaine autre que religieux, très souvent en éducation. Elle compte une dizaine d'années de travail bénévole autant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la communauté chrétienne. Elle a travaillé pendant treize ans pour un autre employeur et elle occupe un poste rémunéré au sein de l'organisation ecclésiale depuis cinq ans au moins.

### Que fait-elle?

La majorité travaille en paroisse. Leur tâche principale consiste à organiser ou animer diverses activités, surtout en pastorale scolaire ou sacramentelle. Elles travaillent principalement avec des en-

fants du primaire. Elles sont très peu nombreuses (2% des répondantes) à être responsables de paroisse. Madame Bélanger, auteure de l'étude, pose d'excellentes questions: «Ces animatrices exercent-elles des tâches de responsabilité ou des tâches complémentaires à celles du prêtre responsable? L'Église se dirige-t-elle vers une vraie responsabilisation des agentes de pastorale ou vers une hiérarchisation qui insinue plus de «dépendance» des femmes envers l'autorité (masculine)?»<sup>3</sup>

Le processus de promotion dans l'Église est informel. C'est l'évêque qui en décide assisté d'un comité de nominations. Quatre répondantes sur dix ignorent si des possibilités de promotion existent. «Une étude de type qualitatif pourrait examiner de plus près les procédures informelles de promotion, et si les procédures diffèrent selon qu'il s'agit d'hommes ou de femmes»<sup>4</sup>

### Ses conditions de travail

Au moment de son embauche, l'agente de pastorale est déjà connue de l'Église. Un contrôle serré de l'embauche permet à cette dernière de s'assurer de l'adhésion de ses employées, leur tâche étant d'abord de rallier des membres de l'Église.

L'Église embauche surtout des religieuses à temps plein. En 1985-86 elle les payait 8 918\$ brut. Une laïque recevait 15 143\$. Il est intéressant de savoir qu'au Québec en 1980, le revenu moyen des femmes travaillant à temps plein était de 12 423\$. Le salaire payé par l'Église est d'autant plus inférieur que les agentes de

pastorale ont un niveau de scolarité plus élevé que la moyenne des femmes.

Combien de temps cette politique d'embauche de religieuses sera-t-elle possible? L'âge moyen des religieuses en 1987 se situait autour de 68.7 ans dans le diocèse de Montréal. Si la grande majorité des religieuses recensées poursuivait leur travail sans salaire, la moitié seulement des laïques le ferait. Les femmes laïques veulent leur salaire pour vivre et comme reconnaissance de leur travail. Les femmes aux salaires les plus élevés sont aussi celles qui en sont moins satisfaites. Elles ont aussi l'intention de poursuivre leur travail pendant moins d'un an.

### Ce qu'elles pensent de leur condition

Les femmes travaillent en pastorale pour exprimer leur foi, contribuer à l'évolution de l'Église et servir les autres. Aucune n'est d'avis que la place des femmes dans l'Église doit se limiter aux activités traditionnelles permises aux femmes. Une seule affirme que leur rôle doit se limiter à celui d'épouse et de mère. Elles sont conscientes des résistances organisationnelles à leur intégration. Certaines souhaitent une meilleure reconnaissance de leur travail. D'autres veulent des changements structurels leur

donnant accès aux plus hauts lieux décisionnels<sup>5</sup>. ■

1. Sarah Bélanger, **Les soutanes roses, portrait du personnel pastoral féminin au Québec**, éditions Bellarmin, Montréal, 1988. Cette étude a été commandée par un groupe autonome de femmes — le groupe Femmes et Ministères.
2. La tâche pastorale est définie comme une activité régulière, reliée à la vie chrétienne, acceptée par l'autorité religieuse, qui rend service à des membres de la communauté chrétienne, 'opus citatum p. 67.
3. Opus citatum p. 135
4. Opus citatum p. 244
5. Opus citatum p. 245.

## Les évêques du Québec et le mouvement des femmes

Les évêques du Québec mesurent bien l'importance du mouvement des femmes et les revendications d'égalité qu'il porte au sujet de leurs rapports avec les hommes. Depuis dix ans déjà, des réflexions nombreuses ont été faites, plusieurs gestes concrets posés. Ils sont les leaders de la question des femmes dans l'Église universelle, avec les évêques américains. Le ton est juste, humble et lucide. «Nous constatons que certains changements dans nos pratiques ecclésiales sont plus pénibles à effectuer que nous l'aurions cru»<sup>1</sup>

À tous les cinq ans, les évêques du Québec présentent au pape un bilan pastoral et des prospectives. Ils rencontrent aussi individuellement ou en petits groupes les différents «ministères» à Rome. Cette année pour la première fois, avant leur voyage, avec un embargo de non-publication avant la mi-novembre, les évêques ont invité la presse à une session de travail sur leur rapport. Le document a aussi été diffusé largement par les éditions Fides à tous les concitoyens et concitoyennes du Québec. «Nous avons rédigé ce rapport en pensant à vous, non simplement comme bénéficiaires de notre action pastorale, mais comme sujets actifs dans l'élaboration des projets qui nous tiennent à coeur» affirme Mgr Fortier dans la présentation.

«La vigueur du mouvement des femmes et la lutte qu'il mène, constituent un heureux contrepoids, au moment où notre société en perd en solidarité»<sup>2</sup> déclarent les évêques. Ils sont conscients «des requêtes des femmes en vue d'une véritable égalité avec leurs partenaires masculins dans le monde et dans l'Église»<sup>3</sup>. Le Comité de préparation d'une session des évêques sur «Le mouvement des femmes et l'Église» les 1er et 2 mars '86 précise son objectif en ces termes: «Il s'agit pour l'Église du Québec d'identifier et d'analyser les transformations que le mouvement opère et d'en tirer les conséquences... dans la pensée, le langage, les célébrations et le gouvernement de l'Église locale»<sup>4</sup>

Le comité des Affaires sociales a sensibilisé l'Assemblée des Évêques au mouvement des femmes dès '78. Au début des années '80, ils ont mis sur pied un réseau de répondantes diocésaines à la condition féminine «afin de se laisser interpellé par ce mouvement profond de notre société et se sensibiliser aux conditions de vie des femmes et à leurs requêtes»<sup>2</sup>. Après l'étape de sensibilisation par la session d'étude en '86 et par une étude en cours sur le partenariat hommes-femmes à l'intérieur de l'Église, une étape de transformation de la pratique ecclésiale est amorcée pour corriger les injusti-

ces dont les femmes sont victimes dans l'Église.

Les évêques affirment en conclusion de leur document vouloir poursuivre leur réflexion et poser des gestes concrets qui favorisent l'avènement d'un véritable partenariat. Ont-ils vraiment le choix de mettre en place un programme systématique d'accès des femmes aux postes de décision? Sinon une hémorragie sérieuse pourrait survenir dans le personnel pastoral féminin, comme nous pouvons l'induire de la recherche de Madame Sarah Bélanger. Les résistances sont nombreuses à tous les niveaux de l'Église catholique, à commencer par le pape qui invite les femmes à ne pas aspirer à s'approprier «les caractéristiques de la masculinité» (traire le pouvoir).

Il semble bien que ce ne soit pas demain, le jour où les soutanes violettes et noires vont céder l'exclusivité du territoire qu'elles occupent! ■

1. **L'Assemblée des évêques du Québec**, La Concertation des Églises diocésaines: évaluation et défis, document, bilan et prospectives pastorales présentés au pape à la mi-novembre. Fides, octobre 1988.
2. Opus citatum p. 76
3. Opus citatum p. 70
4. Opus citatum p. 56
5. Opus citatum p. 55

# Campagne de financement éclair jusqu'au 30 décembre '88

**Vie Ouvrière** RÉSISTE seule... avec vous contre les éléments. Elle résiste avec la vigueur de ses 38 ans à sa disparition.

Plusieurs parmi vous ont déjà répondu à mon appel dans le dernier numéro de la revue. Merci de tout coeur. Il faut continuer...

Je vous suggère de prendre un engagement de trois ans en devenant

membre ordinaire	10\$ / année
" honoraire	25\$ / "
" émérite	50\$ / "
" bâtisseur	100\$ / "

D'autres mesures de redressement sont prévues pour le 1er janvier '89.

- **augmentation des tarifs d'abonnement**

18\$ / pour un an  
32\$ / pour deux ans  
2,80\$ au numéro.

- **augmentation des tarifs de publicité**

1 page coûtera 375\$ plutôt que 300\$  
1/2 page " 225\$ " " 180\$  
1/4 page " 140\$ " " 110\$



## UNE INFORMATION BRANCHÉE ET ACCESSIBLE

- Un numéro : 3,00 \$ (2,50 \$ + 0,50 de frais de poste)
- Abonnement d'un an (huit numéros) : 15 \$
- Abonnement de deux ans : 28 \$
- À l'étranger (un an) : 18 \$

Ci-inclus \_\_\_\_\_ \$ pour \_\_\_\_\_  
Nom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_ code postal \_\_\_\_\_

À l'ordre de : Revue Vie Ouvrière,  
1212, rue Panet,  
Montréal, Qc., H2L 2Y7  
(514) 523-5998

# TABLE DE L'ANNÉE 1988

Volume XXXVII, numéro 207 à 214

## SUJETS ET CONTENUS

**À L'OEIL:** L'autre Amérique. — Le débat sur le libre-échange (H.L.) #207 p.34. — Le pire des mondes. — Tremblay-la-tendresse (H.L.) #208 p.42. — Introspection nationale — À propos des Centres de femmes — À propos de quelques tromperies (H.L.) — Et l'amour (M.D.) #209 p.40. — Une histoire de meurtre et d'oppression — Une médaille pour des coups de gueule (H.L.) 210 p.34. — Deux femmes libres — Un homme libre (H.L.) 211 p.34. — Hommage à Félix Leclerc: le pouvoir des mots (H.L.) #212 p.34. — Les victoires amères (H.L.) — Guerre et peur (R.L.) #213 p.38. — Lettre à un ami Juif. — La gauche dans tous ses états (H.L.) #214 p.34.

**CHRONIQUE INSOLENT:** Quelle famille! (A.L.) #207 p.23. — Cherchons la flamme (N.B.) #208 p.29. — Aide-toi et l'État t'aidera ou une parodie de Paradis (N.B.) #209 p.27. — Vive les vacances!!! (MTSE) #210 p.23. — Sondes-moi ça! (N.B.) #211 p.23. — La plainte d'un ministre hypothéqué (N.B.) #212 p.22. — Humour noir, rire jaune, blanc de mémoire (N.B.) #213 p.23. Lettre aux dames de coeur... écoeurées (N.B.) #214 p.23.

**COURANTS D'ÉGLISES:** — La cuvée '80 des militants chrétiens (G.D.) #207 p.32. — L'Église en milieu populaire: passé et avenir (G.D.) #208 p.40. — La nomination des évêques: une question de pouvoir (J.-M.L.) #209 p.36. — Les chrétiens et le sida (R.B.) #210 p.32. — L'encyclique de la Solidarité (R.L.) #211 p.32. — Marie, source d'inspiration ou d'oppression? #212 p.32. — Une première femme évêque dans la communion anglicane (J.R. et G.D.) #213 p.32. — Les soutanes roses (G.D.) #214 p.30.

**DOSSIER:** — S.O.S. garderies (N.B. et M.D.) #207 p.15. — Immigration et société québécoise (M.D.) #208 p.17. — De l'intérieur de la camisole (M.D. et M.T.) #209 p.19. — Sursis pour la planète (A.B.) (F.G.) (H.L.) (D.L.) #210 p.15. — La forêt dans votre poubelle (M.D.) (R.L.) (D. von S.) #211 p.15. — Les droits de la personne, au-delà des chartes (G.B.) (M.D.) (R.C.) #212 p.14. — Centraide et les groupes populaires... compromission ou maturité? (J.R.) (G.B.) (J.-St-A.) 213 p.14. — Vingt ans de lutte pour l'accessibilité au cégep: à quel prix? #214 p.13.

**ÉDITORIAUX:** Cent fois sur le métier (G.D.) #207 p.5. — Le temps des fréquentations (M.D.) #208 p.6. — Le seuil de la misère (G.D.) #209 p.5. — Y aura-t-il toujours des printemps en Amérique? (M.D.) #210 p.5. — Que les pollueurs paient (G.D.) #211 p.5. — Une menace à la paix sociale (G.B.) 212 p.5. — Les réfugiés d'une planète qui rapetisse (l'équipe) 213 p.5. — Précarité et dépendance assurées (J.R.) #214 p.24.

**EN MOUVEMENTS:** Qui a peur des écolos? (P.G.) — Affaires de cuisine (J.-P.L.) #207 p.24. — L'équité salariale: avant l'an 2000? (S.D.) — Vivre dans la rue (J.T.) #208 p.30. — Jeunesse: créer son identité (E.L.) (J.T.) #209 p.28. — Centres de femmes, usines à projets (M.D.) — La Déclaration universelle des droits de l'homme: un placement à long terme (J.H.) #210 p.24. — Palestine: aussi le combat des gens d'ici (P.G.) (J.T.) — Des outils contre le libre-échange (M.D.) #211 p.24. — Soirée au pays imaginaire des femmes (S.D.) (S.N.) — Sommet de Toronto: les «sept» étaient coupables (P.G.) #212 p.23. — Nouvelles générations autochtones: les luttes quittent les salons d'Ottawa (R.St-P.) — Les valises toujours prêtes (J.G.) #213 p.24. — La guerre n'est pas un jeu (J.G.) #214 p.24.

**ENTREVUES:** Une solidarité à tricoter serré (M.D.) #207 p.6. — Une louve dans la bergerie (R.L.) #208 p.8. — La parité ça presse (P.G.) #209 p.6. — Un lieu d'appartenance (M.D.) #210 p.6. — Un candidat de la continuité (M.D.) 211 p.6. — Secouer l'écran de nos privilèges (G.B.) #212 p.8. — Assurer les risques sociaux du mariage et de la famille (G.B.) #213 p.6. — Le problème, ce n'est ni l'athéisme, ni le communisme, c'est l'oppression. (J.R.) #214 p.6.

**LE CHOC DES IDÉES:** Le N.P.D. au Québec: oui ou non? (N.D.W.) (R.L.) #207 p.10. — Riposte ma fille! (F.D.) 208 p.12. — Les enfants partagés (M.D.) #209 p.12. — La décentralisation selon le rapport Rochon (P.P.) (F.L.) #210 p.10. — Le RCM, les groupes populaires et l'aménagement urbain (C.G.) (A.L.) #211 p.10. — Les prisons: construire ou démolir? (J.-C.B.) #213 p.10. — Les prisons: avant et après (J.G.) #214 p.10.

**LE TOUR DU QUÉBEC:** Un informateur démasqué — Hull à la recherche d'un évêque — La symbolique augmentation du salaire minimum — Parution du rapport annuel du Conseil de Presse (F.G.) #207 p.27. — Un droit reconquis par les Hurons — La lutte contre le sida (J.F.) #208 p.33. — Des maisons de jeunes à sauver — L'économie communautaire, ça marche! — Les arts fleurissent partout (J.F.) #209 p.31. — Dans le tollé contre Paradis (J.F.) — 80 emplois: la rançon du conflit au journal Le Droit (J.L.) #210 p.27. La presse communautaire: «seule au monde» — Le passage de Greenpeace à Trois-Rivières — Le suicide en Estrie (J.F.) #211 p.27. — Coopex: une alternative pour les jeunes — «Ven'd'est», l'Acadie qui s'écrit (J.F.) 212 p.26. — Une sage-femme déplore son exil — Une coupure de plus dans les soins de santé — Un H.P.L. à citer en exemple? (J.F.) #213 p.22. — De la pub... pour une pub — Et si l'on disait non aux déchets radioactifs? Le Canada fait sa large part dans l'OTAN — De plus en plus de chauffeurs d'autobus. (J.F.) #214 p.22.

**QUÉBEC EN COULEURS:** Quinze ans de présence active dans la communauté haïtienne de Montréal — L'immigration aux USA, un film et un livre (P.V.) 207 p.13. — Recomposer le tissu social autochtone — Mars: les jeunes entendent parler d'anti-racisme (P.V.) #208 p.15. — Soccer latino: la guerre des terrains — Le 28 mai, rendez-vous multicolore sur la Rive-Sud (P.V.) #209 p.17. — L'été multiculturel — Sans réserve (P.V.) #210 p.13. — Les travailleurs et travailleuses grecs... et leur Association (P.V.) #211 p.13. — Délices des mondes — Vivre à Côte-des-Neiges (P.V.) #212 p.12. — Vie quotidienne du peuple Cambodgien (P.V.) #213 p.13. — Le Centre des femmes et les femmes immigrantes. — Apprendre le français (P.V.) #214 p.12.

**SUR LA PLANÈTE:** Sankara est mort, vive Compaoré! (Y.C.) #207 p.30. — L'immigration en France (N.S.) #208 p.36. — Chili: les nouvelles formes de résistance (G.D.) (P.V.) (D.L.) #209 p.34. — La Palestine: 40 ans déjà (R.A.) #210 p.30. — La paix... pour la jeunesse d'Amérique centrale! (L.G.) #211 p.30. — Libre-échange: rejoindre les Américains? (J.M.) #212 p.29. — La conjoncture justifierait le recours à la violence armée (G.D.) #213 p.30. — Le phénomène Jackson (G.D.) #214 p.28.

**VIVRE EN '88:** Les blancs de mémoire des médias (P.G.) #207 p.28. — Sécurisantes sectes (J.G.) #208 p.34. — Paroles d'hommes (C.H.) #209 p.32. — Musique ouvrière, musique méprisée: le western (L.B.) #210 p.28. — Journal du Chili (J.D.) #211 p.28. — Les M.T.S. une affaire de femmes? (G.B.) #212 p.27. — D'amour et d'eau fraîche (M.T.) #213 p.28.



par HENRI LAMOUREUX

## LETTRE À UN AMI JUIF

L'auteur de **Lettre à un ami Juif** représente l'Organisation pour la libération de la Palestine en France. Écrivain et poète, Ibrahim Souff s'adresse à un personnage important de la société israélienne. Une personne qu'il ne nomme pas et cela n'a pas d'importance car, de toute évidence, l'auteur vise ici une certaine couche de la population juive: l'intelligentsia progressiste.

Cette longue lettre constitue un fort réquisitoire contre l'incohérence éthique qui frappe présentement Israël. L'auteur rappelle, de manière très efficace, qu'Israël n'est pas à l'abri de certains des «démons» qui guettent les peuples et les personnes et qui, à l'occasion, poussent des sociétés à s'engager sur la voie de la violence aveugle, de la négation de l'humanité de l'Autre.

Cette lettre, à l'allure de pamphlet, me semble particulièrement à propos dans le contexte actuel. L'avenir d'Israël se jouera dans les mois à venir. Il est clair que la puissance militaire d'Israël ne peut strictement rien face à un peuple palestinien et déterminé. Sans doute s'en trouve-t-il un certain nombre, trop nombreux, pour croire que la survie d'Israël tient à l'existence de l'ennemi unificateur et qu'en son absence, cette société exploserait. Quel bel aveu d'impuissance!

D'autres, chez celles et ceux qui affichent un certain progressisme, ont bien du



mal à accepter le concept même du peuple palestinien. Cette négation les conforte dans la certitude de leur droit à une terre qui «n'appartient à personne».

D'autres enfin, en nombre grandissant, comprennent que la voie de l'avenir est celle de la paix. Une paix qui doit se négocier immédiatement, car chaque jour qui passe entretient une haine porteuse d'une tragédie plus grande encore. Le contexte actuel est propice à cette paix; il faut qu'Israël saisisse la main que lui tend le peuple palestinien. Il le faut, car la négation de l'humanité de l'Autre conduit, à court terme, à l'affaiblissement de la sienne.

Le petit livre de Souff aborde ces questions avec dignité et justesse. L'argumentation s'adresse autant au cœur qu'à la raison. Écrit

dans une langue limpide, **Lettre à un ami Juif** est un ouvrage à lire. Il devrait vous permettre de mieux comprendre ce qui se joue présentement en Palestine.

Ibrahim Souff, **Lettre à un ami Juif**, Paris, Seuil, 1988, 93 p.

## LA GAUCHE DANS TOUS SES ÉTATS

La réalité européenne, la construction d'une identité européenne, produit des effets dont nous mesurons encore mal la portée. Un de ces effets est certes la nécessité pour les personnes d'élargir l'amplitude de leur vision, de comprendre les nouvelles interactions qui animent le «pays européen».

Cette préoccupation motive les intellectuels socialis-

tes qui ont lancé une nouvelle revue dite «d'initiatives et de débats». Sous le titre de L'ÉVÉNEMENT EUROPÉEN, cette nouvelle publication produisait son premier numéro en 1988. Un seul thème: l'état des forces de gauche en Europe. Passionnant! Stimulant!

Celles et ceux qui s'intéressent aux phénomènes politiques, sociaux, économiques et culturels trouveront dans cette revue des textes de grande qualité, écrits par des intellectuels connus pour leur engagement et leur esprit critique, tels Edgard Pisani, Jean-Pierre Cot, Sami Nair, Carla Babarella, Peter Glotz et autres.

Dans le premier numéro, Pisani discute de l'apport du socialisme à la vie sociale en France: texte lumineux et rafraîchissant. Sami Nair, quant à lui, procède à une critique féroce d'un certain abaissement de l'éthique du socialisme pour des fins électorales: décapant, légèrement iconoclaste et pertinent. Les partisans du NPD en auront ici pour leur argent.

Articles de très grande qualité, capacité de porter un regard critique tant sur soi-même que sur les autres, propositions constructives et innovatrices, voilà ce qu'on retrouve dans L'ÉVÉNEMENT EUROPÉEN et voici ce qui devrait garantir le succès de cette entreprise prometteuse.

La gauche dans tous ses états, L'ÉVÉNEMENT EUROPÉEN / numéro 1, revue trimestrielle, Paris, Seuil, 173 p.

# L'école publique, un bon choix

**P**lus que jamais, l'école publique constitue un bon choix. Sa diversité, la qualité de ses personnels et de la formation qu'elle donne, la variété des services qu'elle offre, le milieu de vie qu'elle propose aux élèves sont autant de bonnes raisons de choisir l'école publique, l'école de tout le monde.

Alors...  
l'école publique,  
pourquoi  
s'en priver...



Centrale  
de l'enseignement  
du Québec



## Pour un avenir à **notre** façon

"La mission quotidienne de la CSN demeure la défense et la promotion des intérêts de nos membres et aussi de celles et ceux qui, sans être membres, partagent la même situation; l'amélioration de leurs conditions de travail et de salaire et de leur qualité de vie; la bonification, enfin, des lois et règlements par nos propositions, nos revendications, nos actions."

Gérald Larose, président  
(Extrait du discours d'ouverture  
du 54e congrès de la CSN - juin 1988)



**PARTOUT  
AU  
QUÉBEC**

### CHANDLER

(Gaspésie-Ile de la Mad.)  
165, rue Commerciale ouest  
Chandler G0C 1K0  
(418) 689-2294

### CHICOUTIMI

(Saguenay Lac St-Jean)  
73, rue Arthur Hamel sud  
Chicoutimi G7H 3M9  
(418) 549-9320

### DRUMMONDVILLE

480, rue St-Jean  
Drummondville J2E 5L6  
(819) 478-8158

### GRANBY

371, rue St-Jacques  
Granby J2G 3N5  
(514) 372-6830

### HAUTERIVE

(Côte-Nord)  
999, rue Comtois  
Hauteville G5C 2A5  
(418) 589-2069/589-2608

### HULL

(Outaouais)  
84, rue Lois  
Hull J8Y 3R4  
(819) 771-7447

### JOLIETTE

(Lanaudière)  
190, rue Montcalm  
Joliette J6E 5G4  
(514) 759-0762

### MONTRÉAL

1601, ave. de Lorimier  
Montréal H2K 4M5  
(514) 598-2021

### QUÉBEC

155, boul. Charest est  
Québec G1K 3G6  
(418) 647-5700

### RIMOUSKI

(Bas St-Laurent)  
124, rue Ste-Marie  
Rimouski G5L 4E3  
(418) 723-7811

### SEPT-ÎLES

690, boul. Laure,  
Suite 10  
Sept-Îles G4R 4N8  
(418) 962-5571

### SHAWINIGAN

791, 5e rue,  
CP 7  
Shawinigan G9N 6T8  
(819) 536-4433

### SHERBROOKE

180, rue Acadie  
Sherbrooke J1H 2T3  
(819) 563-6515

### SOREL

900, rue de l'Église  
Tracy J3R 3R9  
(514) 743-5502

### ST-HYACINTHE

(Richelieu-Yamaska)  
2425, rue Dessaulles  
St-Hyacinthe J2S 2V2  
(514) 774-5363

### ST-JEAN

(Haut-Richelieu)  
1025, boul. du Séminaire Nord  
suite 200  
St-Jean-sur-Richelieu J3A 1K3  
(514) 348-4965

### ST-JÉRÔME

(Laurentides)  
289, rue de Villemure, 2e étage  
St-Jérôme J7Z 5J5  
(514) 438-4196

### THETFORD-MINES

908, avenue Labbé  
Thetford-Mines G6G 2A8  
(418) 338-3159

### TROIS-RIVIÈRES

550, rue St-Georges  
Trois-Rivières G9A 2K8  
(819) 378-5419

### VAL D'OR

(Nord Ouest québécois)  
400, rue des Distributeurs  
CP 1390  
Val d'Or J9P 4P8  
(819) 825-6137

### VALLEYFIELD

(Sud-Ouest québécois)  
350, boul. Mgr Langlois  
Grande Île J6S 4V3  
(514) 371-5555

### VICTORIAVILLE

(Bois-Francs)  
110, rue Laurier Est  
Arthabaska G6P 6R1  
(819) 357-8257

### LANORAIE

356, rue Notre-Dame  
CP 460  
Lanoraie J0K 1E0  
(514) 887-2336